

PREMIER CONGRÈS INTERNATIONAL
DU PATIENT ATTEINT DE CANCER

L'ALGÉRIE FÉDÈRE L'AFRIQUE

Page 2

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8106 LUNDI 3 FÉVRIER 2025
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

DIALOGUE NATIONAL

Tebboune reçoit Takdjout

Page 3

UNE LOI ENTRE LES MAINS DES DÉPUTÉS
VERS LA CRIMINALISATION DU COLONIALISME FRANÇAIS ?

En pleine crise avec la France, l'ancienne puissance coloniale, des députés de l'Assemblée populaire nationale et des personnalités politiques ont rouvert le débat sur l'élaboration d'une loi criminalisant le colonialisme français. Poussés par l'atmosphère délétère et la campagne violente menée par l'extrême droite française contre l'Algérie, ces auteurs se disent prêts à déterrer ce projet de loi, vieux déjà de plus de vingt ans, pour le peaufiner et l'enrichir dans un contexte où, en France, ces courants nostalgiques de la colonisation ne ratent aucune occasion pour réhabiliter et glorifier les symboles de l'extermination en Algérie, de 1830 jusqu'à l'indépendance.

Page 3



STATUT PARTICULIER DE L'ÉDUCATION

Les éclairages du ministère

Page 2

OPÉRA D'ALGER

Trois écoles de l'andalou à l'œuvre

Page 9

HADJ 2025

Le dispositif renforcé

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

PREMIER CONGRÈS INTERNATIONAL DU PATIENT ATTEINT DE CANCER

L'Algérie fédère l'Afrique

La Fédération algérienne des associations de patients atteints de cancer, en collaboration avec l'Observatoire national de la société civile, organisera, les 4 et 5 février, le premier congrès international du patient atteint de cancer. Cet événement, qui devrait marquer une avancée majeure dans la lutte contre le cancer, se tiendra à Alger sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de la Journée mondiale du cancer.

Placé sous le slogan « La Voix du Patient », cette première édition ambitionne, selon un communiqué conjoint des deux organisations, de replacer les patients au cœur du débat en mettant en lumière leurs attentes, leurs défis et leurs droits dans le parcours de soins en réunissant patients, professionnels de la santé, associations, chercheurs et décideurs politiques afin d'échanger, de proposer des solutions concrètes et de renforcer la collaboration entre les différents acteurs de la lutte contre le cancer
Ce congrès vise, précise le même document, à répondre à plusieurs enjeux essentiels en offrant une plateforme d'expression aux patients et aux associations pour partager leurs expériences et leurs attentes avec la participation d'organisations africaines engagées dans la lutte contre le cancer, en renforçant la collaboration entre les différents acteurs du secteur de la santé pour une prise en charge plus efficace et mieux adaptée. Et cela, aussi, en définissant de nouvelles perspectives pour améliorer la qualité de vie des patients à travers des solutions concrètes et des recommandations ciblées, et en impliquant activement les associations de patients dans l'élaboration des politiques de santé en valorisant leur rôle fondamental dans l'accompagnement des malades et dans l'amélioration du système de soins
Le congrès s'articulera autour de



Replacer le patient au cœur du débat.

conférences, tables rondes et ateliers abordant des thématiques essentielles, telles que la prévention et le dépistage qui constituent les piliers de la lutte contre le cancer, le parcours de soins des patients depuis la prévention jusqu'au suivi médical, la coordination des soins entre les différents acteurs du système de santé pour une meilleure efficacité, l'apport des nouvelles technologies dans la prise en charge et l'accompagnement des patients. L'importance des soins de support et de la qualité de vie dans le processus de guérison ? Les droits des patients et le rôle fondamental des associations dans la défense de ces droits figurent également parmi les sujets qui vont être débattus lors du congrès.
L'un des temps forts de cette rencontre sera le lancement officiel du réseau africain de lutte contre le cancer, réunissant des représentants de 14 pays africains dont l'Algérie, la Tunisie, la Libye, le Soudan, l'Égypte, la Mauritanie, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, la Guinée, le Togo, le Burkina Faso, le Tchad et le Niger. Cette initiative a pour ambition de renforcer la coopération régionale, de mutualiser les ressources et de partager les bonnes pratiques sous le slogan « Afrique… pour un avenir sans cancer » afin d'améliorer la prise en charge des patients à l'échelle continentale et de développer des stratégies communes pour lutter plus efficacement contre cette maladie.
Ce congrès met en avant le rôle fondamental des associations de patients et de la société civile dans la lutte contre le cancer avec la Fédération algérienne des associations de patients atteints de cancer créée en juillet 2024 qui fédère 30 associations issues des quatre régions du pays et qui œuvre pour défendre les droits des patients, améliorer leur prise en charge et promouvoir la prévention et la sensibilisation. L'Observatoire national de la société civile qui en tant qu'organe consultatif auprès du président de la République soutient, pour sa part, les initiatives citoyennes et encourage l'implication de la société civile dans les politiques de santé publique.
Ce premier congrès international, précise le communiqué, se distingue par son approche centrée sur les patients en leur offrant une tribune pour exprimer leurs besoins et en encourageant un dialogue entre les experts et les associations afin d'améliorer l'accès aux soins et aux traitements tout en instaurant une dynamique de coopération africaine à travers un réseau inédit dédié à la lutte contre le cancer et en valorisant le rôle des associations en renforçant leur influence dans l'élaboration des stratégies de santé publique pour un système de soins plus inclusif et plus efficace.
À travers cette initiative ambitieuse, l'Algérie se positionne en leader dans la mobilisation pour une prise en charge plus humaine et plus efficace du cancer en Afrique, affirmant ainsi son engagement en faveur d'une lutte concertée et solidaire contre cette maladie qui touche des millions de personnes chaque année.

Lynda Louifi

SOUVERAINETÉ PHARMACEUTIQUE

Cap sur le Full Process

LA PRODUCTION en mode complet, Full Process, est l'un des défis majeurs que doit relever le secteur de la production pharmaceutique afin de garantir la souveraineté sanitaire. C'est ce qu'a affirmé, avant-hier, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Sifi Ghrieb, lors de la rencontre, avec les représentants des principaux opérateurs en présence de Fouad Hadji, ministre délégué à la production pharmaceutique.
Le ministre a expliqué que l'approche sur le Full Process, consistant à maîtriser l'ensemble de la chaîne de fabrication, depuis la matière première jusqu'au produit fini, permettra d'assurer un approvisionnement stable du marché, mais également de garantir une meilleure traçabilité et qualité des produits conformes aux standards internationaux.
Il a ajouté : « Notre objectif est d'encourager les industriels à investir dans l'ensemble du processus de production, en allant au-delà du simple conditionnement pour développer des capacités de fabrication de principes actifs et d'excipients ». Expliquant que cette démarche répond à l'enjeu stratégique de la souveraineté pharmaceutique, notamment pour les médicaments essentiels. Ainsi, l'ambition est de réduire la dépendance aux importations en développant une industrie pharmaceutique intégrée, capable de répondre aux besoins nationaux avec des médicaments fabriqués localement. Pour accompagner cette transformation, le gouvernement entend faciliter les procédures administratives et lever les blocages réglementaires qui freinent l'investissement. Dans cette optique, le « bureau vert », nouvellement instauré au sein du ministère, aura pour mission de traiter en priorité les dossiers d'investissements stratégiques, notamment ceux visant à développer la production en mode Full Process. Le ministre a insisté sur la nécessité de simplifier les démarches d'enregistrement des médicaments et d'alléger les exigences administratives pour les dispositifs médicaux. Tout en soulignant que «nous devons garantir une mise sur le marché rapide des médicaments tout en maintenant des exigences strictes de qualité et de sécurité ».
Si la priorité reste l'autosuffisance, l'ambition du secteur est également de devenir un pôle régional de production pharmaceutique. Dès lors, la production en Full Process constitue un atout majeur pour accroître la compétitivité des laboratoires nationaux et leur permettre d'exporter des médicaments de qualité vers les marchés étrangers.
Le premier responsable du secteur a aussi mis en avant l'importance de la recherche et du développement (R&D) pour encourager la production de médicaments innovants et biotechnologiques, des segments à forte valeur ajoutée. Pour ce faire, les études de bioéquivalence seront également renforcées, un élément-clé pour garantir l'efficacité des médicaments génériques produits localement. Il a également souligné que «l'Algérie doit s'affirmer comme un acteur crédible sur le marché international. Pour cela, nous devons garantir des normes de qualité irréprochables et développer des médicaments compétitifs à l'export ». Pour réussir ce pari, une réorganisation du cadre réglementaire est en cours, afin de mieux structurer les investissements et d'aligner l'offre industrielle sur les besoins réels du marché national et des perspectives d'exportation. Le ministre a insisté sur la nécessité de mieux planifier les projets pour éviter les redondances et optimiser l'utilisation des capacités de production. Il a assurant : « Toutes les préoccupations des investisseurs seront prises en compte, et les portes du ministère restent ouvertes à tous les acteurs du secteur ».

L'UNOP SALUE LES INITIATIVES DE LA TUTELLE

Il convient de noter que l'UNOP, présente lors de cette rencontre, a tenu, dans un communiqué publié, hier, à « saluer ce retour tant attendu à la concertation et au dialogue constructif autour de l'environnement économique et réglementaire du secteur pharmaceutique national ».
Elle a également assuré « son adhésion pleine et entière » aux orientations du premier responsable du secteur affirmant que « leur traduction concrète sur le terrain est le meilleur gage de succès pour le développement futur de notre filière industrielle ». L'UNOP a également fait savoir que cette rencontre a permis de passer en revue, dans le détail, l'état actuel du développement de cette filière industrielle, les difficultés auxquelles elle fait face, tout autant que les perspectives de croissance qui s'affichent clairement devant elle, à la lumière des appuis dont elle bénéficie dans le cadre de la politique pharmaceutique promue par les pouvoirs publics au cours des dernières années.
L'accent a notamment été mis sur la nécessaire accélération des procédures d'enregistrement, de sorte à répondre aux besoins de croissance des entreprises pharmaceutiques nationales et aux impératifs d'une réduction de la facture en devises des importations de produits destinés au marché interne. Elle a ajouté que la discussion a également abordé la question sensible des leviers multiformes à actionner afin d'impulser une dynamique nouvelle aux programmes d'exportation des entreprises pharmaceutiques.

Sihem Bounabi

CRIMINALISATION DU COLONIALISME FRANÇAIS

Vers l'adoption d'une loi à l'APN ?

En pleine crise avec la France, l'ancienne puissance coloniale, des députés de l'Assemblée populaire nationale et des personnalités politiques ont rouvert le débat sur l'élaboration d'une loi criminalisant le colonialisme français. Certainement poussés par l'atmosphère délétère et la campagne violente menée par l'extrême droite française contre l'Algérie, ces auteurs se disent prêts à déterrer ce projet de loi, vieux de plus de vingt ans déjà.

Pour ces députés, le moment est idéal pour réexaminer le texte, le peaufiner et l'enrichir dans un contexte où en France, ces courants nostalgiques de la colonisation ne ratent aucune occasion pour réhabiliter et glorifier les symboles de l'extermination en Algérie, de 1830 jusqu'à l'indépendance. Des officiers criminels et des responsables des crimes d'Etat, comme le sinistre général Bugeaud ou le tortionnaire Jean Marie Le Pen, continuent d'être honorés par le gouvernement français, notamment de la part des ministres chantres de l'idéologie colonialiste.

En France, cette tendance s'est déjà manifestée sous le règne du président Jacques Chirac, quand l'extrême droite a adopté une loi en février 2005 glorifiant le colonialisme français. Jusqu'à aujourd'hui, ces courants martèlent toujours que l'occupation française de l'Algérie, durant presque un siècle et demi, est un bienfait et qu'elle a apporté la « civilisation » et le « progrès », niant tous les crimes, les massacres, les tueries de masse, les exterminations, les tortures, les déportations, les destructions et les expropriations.

Accrochés à ce cynisme abject, ces courants redoublent encore de férocité, de haine et continuent de rêver et de croire à la résurrection de la colonie de papa ou de papy.

« Je pense que les circonstances nous obligent à mettre ce dossier sur la table », a indiqué récemment le président de l'APN, Brahim Boughali, expliquant que « l'ennemi d'hier croit que l'Algérie est toujours une colonie ». « Ils ne supportent pas cette politique d'égal à égal. Ils n'acceptent pas les réalisations de l'Algérie en économie, en politique et dans divers domaines. Leurs parts et leurs intérêts ont rétréci et c'est ce qu'ils ne veulent pas ».

Ces déclarations ont été rapidement interprétées par les milieux politiques comme une indication vers le lancement du débat sur ce projet de loi criminalisant la colonisation française en Algérie.



Le débat relancé.

Pour certains, l'examen et l'adoption de ce fameux texte sont imminents. Des sources estiment que cette loi verra le jour durant ce mois de février, marqué par plusieurs événements historiques, avec les commémorations de la Journée du moudjahid, des explosions nucléaires au Sahara et des bombardements contre les populations civiles à Sakiet Sidi Youssef, près de la frontière algéro-tunisienne.

Pour M. Boughali, « nous assistons à des attaques répétées, qui ne cessent pas et qui visent à ternir l'image et la réputation de l'Algérie. Je pense que le temps est venu de remettre ce dossier sur la table et qu'il prenne son parcours naturel ».

« Nous ne devons plus rester dans une posture défensive, le temps est venu pour que, nous aussi, nous attaquions. Nous avons nos cartes et toutes les preuves qu'il faut pour défendre l'image de l'Algérie », a-t-il ajouté, évoquant des espaces de diplomatie parlementaire et le cadre général de l'orientation de l'Etat algérien.

Enfin, le président de l'APN a précisé que si le texte est adopté, ce sera au nom du peuple algérien, pas au nom d'un groupe de parlementaires.

Pour rappel, en 2005, plus d'une centaine de députés de l'APN ont introduit un projet de loi criminalisant la colonisation, certainement en réaction au texte français. Cette tentative est intervenue après celle d'un autre groupe en 2001.

Depuis, et à chaque mandature, un groupe de députés, généralement de la mouvance du FLN et du MSP, reviennent à la charge. Sans succès. Cependant, un seul projet est parvenu au gouvernement, en 2011, mais il a rapidement été rejeté sous prétexte qu'il nuirait aux relations algéro-françaises.

Composé de 20 articles, ce projet semble être le plus abouti. Il proposait la création de tribunaux spécialisés pour juger les responsables des crimes du colonialisme, ou leur poursuite devant des tribunaux internationaux. Il préconisait également de criminaliser toutes les actions criminelles menées par la France en Algérie et de récupérer les archives algériennes confisquées par la France.

Enfin, en 2019, des députés ont relancé le projet, criminalisant le colonialisme et appelant la France à reconnaître ses crimes, à présenter des excuses et à indemniser les victimes. Selon la mouture de l'époque, « la demande de reconnaissance par la France de ses crimes et de ses actes durant son occupation de l'Algérie et la demande de pardon est un droit légitime du peuple algérien non négociable ».

Ce projet souligne la « responsabilité de l'Etat français pour tous les crimes commis par ses armées contre le peuple algérien pendant l'occupation », et affirme que ces crimes ne se prescrivent pas, les qualifiant de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, avec des conséquences persistantes jusqu'à aujourd'hui, comme les mines plantées le long des frontières et les radiations nucléaires dans notre désert.

Ces derniers mois, une tentative timide a été enregistrée au sein d'un groupe de parlementaires militants, du MSP notamment. Leur projet ne diffère guère des premiers textes mais propose des peines de prison de six mois à deux ans ainsi que des amendes pour toute personne faisant l'éloge du colonialisme français en Algérie.

Mohamed K.

GAMAL ABINA, SPÉCIALISTE DES RELATIONS INTERNATIONALES :

«La France n'a toujours pas digéré sa défaite»

LES RELATIONS franco-algériennes continuent d'être marquées par des tensions, révélant un contentieux mémoriel et politique non résolu. Alors que l'Algérie exige la reconnaissance pleine et entière des crimes coloniaux, la France peine à tourner la page, alimentant des frictions récurrentes. Gamal Abina, spécialiste des relations internationales, analyse ces blocages et pointe du doigt une attitude condescendante de Paris à l'égard d'Alger.

Les relations entre la France et l'Algérie demeurent marquées par des tensions persistantes, révélant un contentieux historique encore non résolu. Pour Gamal Abina, spécialiste des relations internationales, cette situation est le reflet d'un rapport d'arrogance que la France entretient avec son passé colonial. « Elle n'a toujours pas digéré sa défaite et veut se venger », a-t-il affirmé sur les ondes de la Radio algérienne.

M. Abina a expliqué que Paris continue d'entretenir une relation condescendante avec Alger et refuse de reconnaître pleinement ses crimes coloniaux. « La souveraineté de l'Algérie n'est pas négociable, mais la France semble toujours réticente à l'accepter totalement », déplore-t-il.

L'Algérie exige la reconnaissance des crimes commis durant la période coloniale, une démarche qui peine à aboutir face aux réticences françaises. « La France ne fait aucun effort réel en ce sens, et ce va-et-vient entre de petits gestes et des reculs constants agace l'Algérie. Depuis 63 ans, nous n'avons même pas obtenu le minimum syndical », souligne Abina.

Les tensions sont d'autant plus vives que l'extrême droite française, à travers des figures comme Marine Le Pen, persistent à minimiser les ravages de la colonisation. Récemment, la présidente du groupe du Rassemblement national à l'Assemblée nationale a déclaré que la colonisation n'était pas un drame et que l'Algérie aurait pu être « la Norvège du Maghreb ». Pour Abina, ces propos sont le symptôme d'une ignorance historique flagrante : « Tout ce qui a été construit en Algérie l'a été par le sang et le dur labeur des ouvriers algériens réduits à l'esclavage ».

Au-delà des discours politiques, l'Algérie reste une cible privilégiée de l'extrême droite française. Récemment, plusieurs Algériens ont témoigné de discriminations subies dans les aéroports parisiens, un fait que Gamal Abina inscrit dans une stratégie plus large de stigmatisation. « L'extrême droite a toujours eu une volonté de cibler les Algériens, et cela se manifeste à chaque crise politique et économique en France », explique-t-il.

L'analyste rappelle que l'extrême droite française cherche non seulement à se venger de la défaite coloniale, mais aussi à trouver des boucs émissaires face à l'affaiblissement de la France sur la scène internationale. « Aujourd'hui, la France est en perte de prestige, avec une industrie affaiblie et une crise économique profonde. Au lieu de chercher de vraies solutions, l'extrême droite préfère instrumentaliser l'Algérie », analyse-t-il.

M. B.

DIALOGUE

Tebboune reçoit le Secrétaire général de l'UGTA

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), M. Amar Takdjout, ainsi que la délégation qui l'accompagne, indique un communiqué de la Présidence de la République.

L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, et du Conseiller du président de la République chargé de la direction générale de la Communication, M. Kamel Sidi Saïd. **S. N.**

L'AAPI AUX PAYS-BAS ET EN ALLEMAGNE

Promouvoir l'Algérie comme hub d'investissements

L'AGENCE algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a entrepris du 27 au 31 janvier, une tournée de cinq jours en Allemagne et aux Pays-Bas, dans le but de promouvoir l'Algérie comme destination d'investissement.
Accompagnée de représentants de l'Union européenne et du cabinet GINGER SOFRECO, cette mission a permis de rencontrer des acteurs économiques clés, renforçant ainsi les liens commerciaux et ouvrant la voie à de nouvelles opportunités d'affaires entre l'Algérie et l'Europe. C'est ce qu'a indiqué, hier, un communiqué de l'Agence. Cette mission a été conduite par Belkacem Massoudi, directeur du guichet unique décentralisé de la wilaya de Djelfa, accompagné de Manal Bourahla, cadre à la direction générale de l'agence. L'agence a précisé que cette initiative visait à encourager les investisseurs étrangers, particulièrement européens, à explorer les opportunités d'investissement en Algérie. Elle a été réalisée en partenariat avec des représentants de la délégation de l'Union européenne en Algérie et des experts du cabinet de conseil GINGER SOFRECO.
Lors de leur passage aux Pays-Bas, les représentants de l'AAPI ont eu des échanges fructueux avec des dirigeants de grandes entreprises internationales, dont Philips. Des discussions ont également eu lieu avec l'Agence néerlandaise pour l'investissement extérieur et le Conseil néerlando-africain des affaires, dans le but de créer des synergies économiques entre les deux régions et de promouvoir l'Algérie comme un pôle de croissance pour les investissements européens. La tournée a ensuite pris la direction de l'Allemagne, où les 30 et 31 janvier ont été marqués par des rencontres stratégiques avec des associations professionnelles de premier plan, telles que l'Association allemande de l'industrie et de l'ingénierie (VDMA) et l'Association de l'industrie électrique et numérique en Allemagne (ZVEI). Ces échanges ont permis de discuter des secteurs clés dans lesquels l'Algérie présente un potentiel d'investissement considérable, notamment dans les domaines de l'énergie, des infrastructures et de l'industrie numérique. La tournée s'est conclue à Francfort par une réunion avec des investisseurs organisée au consulat d'Algérie, en présence du consul général, d'un représentant de l'ambassade d'Algérie et de nombreux chefs d'entreprises algériens établis en Allemagne. Cet événement a été l'occasion pour les représentants de l'AAPI de présenter un exposé détaillé sur le climat des affaires en Algérie, mettant en avant les réformes économiques récentes et les incitations fiscales offertes aux investisseurs étrangers. Les discussions ont également porté sur les opportunités d'investissement dans le secteur industriel et technologique, ainsi que sur les projets d'infrastructure en cours. Les investisseurs allemands, ainsi que ceux venus d'Inde et de République tchèque, ont exprimé leur intérêt pour le marché algérien, soulignant l'importance de ces initiatives pour renforcer les relations économiques entre l'Algérie et l'Europe. Cette tournée promotionnelle s'inscrit dans un contexte de volonté politique de diversifier l'économie algérienne et de réduire sa dépendance aux hydrocarbures. L'Algérie, qui cherche à attirer des investissements étrangers dans des secteurs tels que les énergies renouvelables, l'industrie et les technologies de l'information, continue de mettre en place des réformes visant à améliorer le climat des affaires.

M. B.

ÉTANT UNE ALTERNATIVE ÉNERGÉTIQUE PROPRE

Arkab appelle à l'extension de l'utilisation du GPLc

L'importance d'étendre l'extension de l'utilisation du gaz de pétrole liquéfié carburant (GPLc) a été mise en avant, hier, par le ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, lors d'une rencontre avec une délégation de l'Union nationale des investisseurs et des propriétaires des relais stations-service (UNIPREST).



Mohamed Arkab.

Lors de cette rencontre avec la délégation de l'UNIPREST, conduite par son président, Oussama Meriane, laquelle s'est déroulée en présence du président de la Confédération nationale du patronat algérien (CNPA), du président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) ainsi que de plusieurs cadres du ministère, le ministre a appelé à moderniser les stations-service, soulignant l'importance de recourir davantage à l'utilisation du GPLc en tant que carburant énergétique propre et durable, a indiqué le ministère dans un communiqué.
Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la volonté du gouvernement de renforcer la concertation avec les partenaires économiques et de répondre aux attentes des investisseurs du secteur des hydrocarbures, a-t-on précisé. Le ministre a en effet pris connaissance des préoccupations des professionnels, notamment celles liées à l'organisation de l'activité des investisseurs privés dans la distribution des produits pétroliers, à l'amélioration des services et à l'accompagnement du secteur de l'énergie.
Soulignant le rôle stratégique de l'UNIPREST dans la fourniture d'un service public essentiel, M. Arkab a salué l'engagement des opérateurs à garantir la continuité de l'activité, même en période de difficulté. Il a insisté sur la nécessité d'une meilleure coordination entre les différents acteurs afin d'optimiser la qualité des services offerts aux citoyens et de dynamiser la contribution du secteur à l'économie nationale.
En outre, le ministre a assuré que toutes les préoccupations soulevées seront examinées avec attention et que des solutions adaptées seront mises en place, en collaboration avec les parties concernées, dans le but d'améliorer la performance du secteur et de garantir une transition énergétique efficace.
Pour ce qui est de l'utilisation du GPLc, qui est appelée à être élargie, il convient de souligner l'augmentation du nombre d'utilisateurs de ce produit. L'activité d'équipement des véhicules avec le système d'alimentation en GPL a connu une croissance constante, sachant qu'environ 70 000 véhicules ont été convertis entre janvier et juin 2023, portant le nombre total de véhicules fonctionnant avec ce carburant propre à plus d'un million de véhicules, selon les chiffres déjà publiés par l'ARH.
L'Autorité, qui a fait savoir que la consommation nationale des produits pétroliers a atteint 17,7 millions de tonnes entre janvier et fin novembre 2024, en hausse de 5,4 %, a fait savoir que la consommation du GPLc a augmenté de 4,3 %, dépassant 1,66 million de tonnes contre 1,59 million de tonnes à fin novembre 2023. Idem pour la consommation de l'essence, qui a enregistré une hausse de 5,6 %, atteignant 3,26 millions de tonnes par rapport à 3,08 millions de tonnes l'année dernière.

Rim Boukhari

17es JOURNÉES INTERNATIONALES DU MARKETING TOURISTIQUE

Promouvoir la destination Algérie

DANS l'objectif de renforcer l'image de marque du pays et faire de l'Algérie une destination touristique par excellence, le marketing touristique doit pleinement jouer son rôle. C'est dans cette optique que vont être organisées les 17e Journées internationales du marketing touristique, lesquelles se tiendront les 20 et 21 mai prochain. C'est ce qu'ont fait savoir les organisateurs dans un communiqué, signalant l'importance du marketing touristique ainsi que l'intérêt accordé à cet aspect par les professionnels du secteur. «Dix ans plus tard, force est de constater que le marketing touristique a mûri et tient bel et bien sa place aux côtés des opérateurs de cette importante filiale touristique, grâce au couple marketing touristique-communication en l'occurrence», ont indiqué les organisateurs de cet événement, qui sera placé sous le parrainage de la ministre du Tourisme et des Métiers de l'artisanat et qui sera organisé à Alger. Selon les organisateurs, «les professionnels du secteur l'ont bien compris et mettent en place des solutions de communication innovantes et efficaces». En plus de regrouper les professionnels du secteur, un riche programme de conférences accompagnera cette manifestation. «15 conférences sont au programme. Des responsables d'institutions, des experts, des universitaires se succéderont au podium de ces journées pour un voyage à travers les différentes étapes qui font avancer la destination algérienne, avec en pointe le numérique», a-t-on précisé, affirmant que ces journées «s'appuient sur la notion centrale de territoire touristique pour mieux en appréhender sa communication, sa qualification et ses enjeux». Ces journées internationales visent, selon les organisateurs, «à permettre aux professionnels du tourisme qui mettent en place les stratégies pour développer l'image du pays et renforcer sa destination à présenter des travaux de recherche empiriques, méthodologiques, pratiques ou conceptuels, qui portent sur des thématiques associées aux axes proposés».

L. A. A.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Une refonte en accord avec le marché du travail

Conscient des défis posés par un marché du travail en mutation rapide, le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels s'engage dans une refonte de son dispositif pour mieux répondre aux besoins des entreprises. C'est ce qu'a indiqué le ministre Yacine Mehdi Oualid lors d'une conférence virtuelle organisée dans la soirée de samedi par le Haut-Conseil de la jeunesse



Répondre aux besoins des entreprises.

Le ministre a détaillé les axes de cette réforme, mettant l'accent sur la modernisation des offres de formation, la digitalisation et la création de centres d'excellence. Il a ajouté que face aux transformations économiques et technologiques, il est impératif d'adapter les cursus aux nouvelles exigences des employeurs. Faisant savoir que «l'un de nos objectifs majeurs est d'offrir des formations mieux adaptées aux attentes du marché du travail, en intégrant des spécialités porteuses et en utilisant les technologies modernes pour améliorer l'apprentissage».

Dans cette optique, le ministère a misé sur la modernisation des outils pédagogiques et l'introduction de formations en lien avec les secteurs en plein essor, comme le numérique, l'industrie, les énergies renouvelables et l'agriculture moderne. Le ministre a tenu à préciser : « Nous travaillons à mettre en place des formations alignées sur les besoins des entreprises, en partenariat avec les acteurs économiques ». Ajoutant : « L'enjeu est de garantir une insertion professionnelle rapide et efficace aux diplômés ».

En outre, l'un des piliers de cette réforme repose sur l'intégration des technologies numériques dans le système de formation professionnelle. Selon le ministre, la digitalisation constitue un enjeu majeur pour améliorer la qualité des enseignements et faciliter la gestion des établissements. Il a ainsi expliqué que « le numérique est une priorité pour notre secteur. Nous devons accélérer la modernisation de la gestion et de l'offre de formation, afin d'assurer un enseignement plus performant et accessible ».

Cette transition passe notamment par l'utilisation de plateformes numériques pour la formation à distance, l'évaluation en ligne et la mise en réseau des établissements avec les entreprises.

Dans le cadre de cette dynamique de modernisation, le ministère prévoit également la création de « centres d'excellence », spécialisés dans des domaines stratégiques. Ces structures auront pour mission de former des professionnels hautement qualifiés, capables de répondre aux exigences des secteurs économiques les plus porteurs. L'objectif est de développer des pôles de formation performants, à même de fournir aux entreprises des travailleurs qualifiés et opérationnels dès leur sortie du cursus.

STIMULER L'EXCELLENCE ET RÉVÉLER LES TALENTS

Parmi les initiatives phares annoncées lors de cette conférence, le ministre a évoqué le lancement des Olympiades des métiers d'ici la fin de l'année. Cet événement vise à promouvoir l'excellence et encourager les jeunes à se dépasser dans leur domaine de spécialisation. « Ces olympiades permettront de stimuler l'esprit de compétition et de valoriser les talents des stagiaires. Elles contribueront également à renforcer l'attractivité de la formation professionnelle », a-t-il souligné.

Au-delà de la compétition, cette initiative s'inscrit dans une stratégie plus large de reconnaissance des compétences et de mise en lumière des filières techniques et professionnelles comme voies d'excellence.

Présent à la conférence, le ministre de la Jeunesse chargé du Haut-Conseil de la Jeunesse, Mustapha Hidaoui, a salué cette approche, soulignant son impact positif sur l'emploi des jeunes. Il a ainsi déclaré : « Nous soutenons pleinement cette démarche, qui permet d'investir dans les opportunités d'emploi offertes aux jeunes. » Ajoutant qu'elle devient plus que nécessaire pour que la formation puisse être pensée en fonction des besoins du marché, afin de garantir une meilleure insertion professionnelle pour les jeunes et ainsi transformer les dispositifs de formation en un véritable moteur d'employabilité.

Sihem Bounabi

STATUT PARTICULIER

Les précisions du ministre de l'Education

LE MINISTRE de l'Education nationale, Mohamed Seghir Saâdaoui, a réaffirmé, hier, l'engagement de son département à garantir une application cohérente du statut particulier des travailleurs du secteur, par l'ensemble des directions de l'éducation, en veillant à une interprétation rigoureuse et conforme du texte.

Lors de son intervention à l'occasion du lancement des rencontres de préparation de la rentrée scolaire 2025-2026, le ministre a mis en avant un élément-clé de cette rentrée, qui est l'application du nouveau statut particulier des fonctionnaires de l'éducation. Il a précisé que le ministère est en phase de concrétisation des dispositions de ce texte, en veillant à ce que son application soit uniforme sur l'ensemble du territoire. Une lecture approfondie et correcte des articles du statut est essentielle pour garantir sa mise en œuvre conforme aux objectifs fixés.

Le ministre a assuré que toutes les préoccupations soulevées par les partenaires sociaux et les employés du secteur trouvent des réponses dans le cadre du nouveau statut.

Il a notamment rappelé que ce dernier vise à alléger la charge horaire des enseignants et que des travaux sont en cours pour élaborer un programme ambitieux qui viendra résoudre cette problématique.

Il a également annoncé que l'élaboration d'un programme ambitieux est en cours, avec pour objectif de résoudre la problématique de la charge horaire. Il a précisé qu'une commission ministérielle spéciale sera mise en place dès la publication du statut afin d'assurer son application et d'examiner les propositions des partenaires sociaux.

Toutefois, il a affirmé que les nouvelles dispositions du statut ne concernent pas les agents des services économiques.

La question de leur situation professionnelle sera examinée séparément par le gouvernement dans le cadre des dossiers spécifiques aux corps des personnels économiques. Avec ces précisions, faut-il le souligner, le ministre Saâdaoui entend rassurer les acteurs du secteur éducatif, tout en affirmant la volonté de l'État de garantir une mise en œuvre efficace et équitable des nouvelles dispositions.

Par ailleurs, et lors de ces rencontres, le ministre de l'Education a donné plusieurs directives aux responsables des directions de l'éducation, soulignant l'importance d'une préparation minutieuse et d'une planification efficace afin d'assurer une rentrée scolaire (2025-2026) sereine, garantissant les meilleures conditions d'apprentissage pour les élèves ainsi que des conditions de travail optimales pour le personnel éducatif.

Lynda Louifi



UNIVERSITÉ YAHIA-FARÈS DE MÉDÉA

Pour une meilleure visibilité

DANS le but d'améliorer sa position dans le classement des meilleures universités nationales et internationales, l'université Yahia Farès de Médéa a mis les bouchées doubles afin de créer les conditions lui permettant de promouvoir sa visibilité au niveau académique dans les moteurs de recherche et la diffusion des connaissances à travers le Net.

Pour atteindre les objectifs assignés, la direction de l'université Yahia Farès a accueilli, samedi, les membres de la commission nationale pour la promotion de la visibilité et le classement des établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique en vue d'un accompagnement pour une meilleure visibilité des travaux et recherches produits par le corps enseignant et les chercheurs.

Il convient dans cet ordre d'indiquer que l'université Yahia Farès a occupé la 7e position dans l'ordre de classement national des établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique dans l'Arab University Rankings, selon un communiqué du rectorat.

« L'Université de Médéa occupe la septième place au niveau national dans le classement des universités arabes, ce qui constitue un rang prestigieux au niveau national et s'efforce d'améliorer sa position aux niveaux arabe et international.

Bénéficiant de l'accompagnement de la commission nationale pour la promotion de la visibilité et le classement des universités, l'université de Médéa a adopté une stratégie à même de lui permettre d'obtenir de meilleurs résultats dans un avenir proche ».

La commission nationale pour la promotion de la visibilité et la classification des universités a également, au nom de son président, félicité l'université de Médéa pour les résultats obtenus et l'amélioration de son classement parmi les universités nationales et internationales. Elle a exprimé ses encouragements au recteur de l'université et à la famille universitaire dans son ensemble pour les efforts déployés en vue d'améliorer la visibilité et le classement de l'université, fait-on savoir.

Dans ses orientations, la commission nationale a assisté à un exposé sur la situation des activités de l'université et émis des propositions permettant à l'université de Médéa d'améliorer sa visibilité en mettant l'accent sur certains axes de travail pour être dans le peloton de tête dans le classement des universités nationales, a indiqué le professeur Smaïn Kouadik, vice-recteur chargé de la pédagogie.

Nabil B.

L'ALGÉRIE ACTEUR STRATÉGIQUE DE LA STABILITÉ DE LA RÉGION :

La coopération militaire et sécuritaire avec les grandes puissances, le cas de l'OTAN et du dialogue méditerranéen

Professeur des universités, expert international en management stratégique Abderrahmane MEBTOUL



Deux initiatives internationales peuvent être citées : le processus de Barcelone de l'Union européenne et le dialogue méditerranéen de l'OSCE. Le Conseil de l'Atlantique Nord a décidé que l'Otan proposerait à l'UE l'organisation périodique d'exposés et d'échanges d'informations sur les activités de chacune des deux organisations dans le domaine de la sécurité et de la stabilité dans la région méditerranéenne. Ainsi, il est envisagé d'organiser des réunions d'experts de l'Otan et de l'OSCE pour examiner des questions d'intérêts communs. Dans cette perspective, la démarche à suivre consisterait à prévoir notamment des activités ciblées, l'objectif consistant à couvrir des secteurs où l'Otan dispose d'un avantage comparatif reconnu et pouvant apporter une «valeur ajoutée», en particulier dans le domaine militaire, et pour lesquels les partenaires méditerranéens ont manifesté de l'intérêt. Deuxièmement, l'accent est mis sur la mise à profit de l'expérience acquise dans le cadre du partenariat pour la paix (PPP), avec notamment l'ouverture d'activités PPP supplémentaires aux pays du DM et/ou l'adaptation d'activités PPP à leurs besoins spécifiques, le document insistant, à ce niveau, sur la nécessaire consultation préalable des pays du dialogue méditerranéen (DM). (

4.- Quelle est la politique de défense et de sécurité de l'Europe encore embryonnaire et remise sur le tapis avec la crise Russie/Ukraine, l'Algérie entretenant d'étroites relations avec l'Union européenne à ce sujet ?

La fin de la guerre froide, les velléités d'émancipation de l'Europe de la tutelle américaine – particulièrement en matière de défense et de sécurité – et la volonté de construire avec les pays de la région des relations économiques privilégiées accroît de manière significative cet intérêt surtout actuellement avec la crise ukrainienne. Qu'il s'agisse en effet de crises régionales, de scissions d'États, de prolifération d'armes de destruction massives ou de conflits internes (ethniques, religieux, culturels ou autres), l'Otan est perçu par les Européens, pour l'instant , comme une organisation essentielle face à ces nouveaux types de menaces mais entend se préparer en cas de retrait progressif des USA où d'ailleurs le président Trump demande à l'Europe d'accroître son budget de défense.

C'est pourquoi va revenir à la surface le vieux rêve d'Europe de la défense que caressent un certain nombre de pays du vieux continent où les Européens se mettent à la recherche d'une alternative à l'Otan et à l'Union de l'Europe occidentale (UEO) laquelle, pour d'autres raisons, ne peut prétendre combler le vide de sécurité en question. Il convient aussi d'ajouter que la traduction en termes concrets de la subordination juridique de l'UEO à l'Union européenne rencontre des difficultés qui laissent présager un avenir incertain de l'UEO en tant que «bras armé de l'Union» : la non-appartenance à l'Union européenne de pays classés comme «membres associés» et l'attachement à l'Otan ou la neutralité de pays observateurs. Par ailleurs, l'UEO est non seulement absente du théâtre européen mais aussi, elle connaît un phénomène d' «otanisation» qui rend difficile son autonomie et son usage donc en tant qu'instrument au service d'une politique européenne de sécurité et de défense autonome. Ces atermoiements se retrouvent dans le traité de Maastricht qui jette, de manière timide, les bases de ce que certains Européens souhaitent être une politique commune de sécurité et de défense. Les divergences ne vont pas manquer entre les trois principales puissances européennes, en l'occurrence la France et l'Allemagne d'un côté et le Royaume-Uni de l'autre. Pour la France et l'Allemagne, l'UEO peut être réactivée en fonction des nouvelles données et des missions qu'elle serait appelée à mener. Elle deviendrait le «bras armé de l'UE».

Le Royaume-Uni, surtout depuis la décision de sortir de l'Europe économique, défend l'idée de mettre en place un pilier européen de l'Alliance Atlantique». Ces divergences vont se retrouver dans le texte du traité qui stipule, d'un côté que la politique étrangère et de sécurité inclut l'ensemble des questions relatives à la sécurité de l'Union européenne, y compris la définition à terme d'une politique de défense commune, qui pourrait conduire, le moment venu, à une défense commune et de l'autre que la politique de l'Union au sens du présent article n'affecte pas le caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense de certains Etats membres du traité de l'Atlantique Nord. Par ailleurs, le traité mentionne clairement que l'UEO est une «composante de défense de l'Union européenne et un moyen de renforcer le pilier européen de l'Alliance atlantique». Autant dire donc que ces deux dispositions d'un même article et l'annexe qui accompagne le traité contentent à la fois la position franco-allemande et celle de la Grande-Bretagne. Dans ce contexte, quel cadre pour un partenariat euro-méditerranéen en matière de défense et de sécurité d'autant plus que les résultats de ce partenariat issus du processus de Barcelone sont mitigés ? C'est pourquoi des tentatives sont faites aujourd'hui pour redynamiser le dialogue euro-méditerranéen avec deux initiatives : d'une part, la politique européenne de voisinage ; d'autre part, le partenariat stratégique entre l'Union européenne d'un côté et la Méditerranée et le Moyen-Orient de l'autre. D'ailleurs, la stratégie européenne de l'Union pour la Méditerranée avait le même objectif stratégique bien que se différenciant sur les tactiques, de relance du partenariat méditerranéen rentre dans ce cadre sous tendant une zone tampon de prospérité Europe-Afrique via la Méditerranée pour freiner l'émigration massive de l'Afrique subsaharienne. D'une manière générale, sur le plan militaire et géostratégique c'est à travers les activités du groupe dit des 5+5 que peut être appréciée aujourd'hui la réalité d'une telle évolution, structure à laquelle participe régulièrement l'Algérie. C'est que la lecture que font les Européens des menaces et défis auxquels le monde et l'espace auro -méditerranéen sont confrontés, repose essentiellement sur la nécessité de développer ensemble une stratégie de riposte collective et efficace concernant notamment le terrorisme international, le trafic des êtres humains et la criminalité organisée à travers la drogue et le blanchissement d'argent. En matière de défense et de sécurité, des consultations relatives à la mise en place d'un dialogue entre le l'Algérie et l'Union européenne ont eu lieu sous forme de consultations informelles et de réunions formelles, l'Algérie entretenant des relations régulières également avec deux alliés stratégiques la Russie.et la Chine. Mais il serait souhaitable des clarifications portant sur deux questions jugées fondamentales : d'une part, la valeur ajoutée de cette offre de dialogue par rapport au dialogue méditerranéen de l'Otan : d'autre part, la coopération en matière de lutte contre le terrorisme entre l'Algérie et l'UE dans le cadre de la PESD.

En conclusion, les menaces qui pèsent sur les peuples et leurs Etats et les défis collectifs qui leur sont lancés ont amené l'Algérie à se doter d'une politique extérieure globale des enjeux, des problèmes et des crises que connaît le monde et à déployer ses capacités, ses moyens et son savoir-faire dans une logique de juste et fécond équilibre.

C'est sur cette base que me semble que doit s'engager le dialogue méditerranéen de l'Otan et dans d'autres initiatives régionales ou sous régionales. Face aux menaces communes et aux défis lancés à la société des nations et à celle des hommes, les stratégies de riposte doivent être collectives.

Cependant, dès lors qu'elles émanent d'acteurs majeurs et de premier plan, elles s'inscrivent dans une perspective globale et cachent mal des velléités hégémoniques. Incluse dans une sous région qui n'en finit pas de vouloir se construire et évoluant dans un environnement géopolitique régional que des acteurs majeurs façonnent aujourd'hui à partir de leurs intérêts et des préoccupations stratégiques qui leurs sont propres, l'Algérie est appelée de se déterminer par rapport à des questions cruciales, face à un monde en perpétuel mouvement, tant en matière de politique étrangère, économique que de défense, actions liées, avec les derniers événements au Sahel, à ses frontières, d'où l'urgence d'avoir des stratégies d'adaptation et d'une coordination, internationale et régionale afin d'agir efficacement sur les événements majeurs. Ces nouveaux défis dépassent en importance et en ampleur les défis que l'Algérie a eu à relever jusqu'à présent.

ademmebtoul@gmail.com

EXPULSION MUSCLÉE D'UNE DÉLÉGATION BASQUE PAR LE MAKHZEN

«Si on nous traite ainsi, que font-ils aux Sahraouis ?»

La députée basque, Amancay Villalba, empêchée récemment en compagnie d'une délégation officielle du Parlement de son pays par la police marocaine de se rendre au Sahara occidental occupé pour évaluer la situation des droits de l'homme dans ce territoire à décoloniser, a fustigé leur «expulsion musclée» par les agents du Makhzen, réitérant sa ferme volonté de poursuivre son engagement et sa solidarité à l'égard du peuple sahraoui.



Dans un entretien accordé au site d'information espagnol El Publico, la députée et militante des droits de l'homme est revenue, avec force détails, sur ce déplacement avorté qui s'est arrêté finalement au tarmac de l'aéroport de la ville d'El Ayoun occupée. «Si une délégation officielle est bloquée, imaginez le sort des Sahraouis. Si on nous traite ainsi, que font-ils aux Sahraouis ?», s'est-elle indignée, soulignant que l'objectif de la délégation était «d'évaluer la situation du territoire occupé, recueillir des témoignages sur les violations systématiques des droits humains et l'exploitation des ressources naturelles, ainsi que de briser le blocus médiatique».

Selon la députée, les autorités marocaines ont préparé bien avant leur coup, compte tenu, rapporte Mme Villalba, du déploiement massif de policiers sur le tarmac de l'aéroport de la ville d'El Ayoun et du mode de débarquement des passagers qui «était, le moins que l'on puisse dire, à son sujet étrange».

Avant de poursuivre : «L'avion faisait un aller-retour. Nous sommes restés à bord et sommes retournés à Las Palmas, avec de nouveaux billets».

Dénonçant ce traitement «dégradant» de la police marocaine, la députée s'est demandée tout simplement que «si le régime marocain traite une délégation officielle de la sorte que serait son traitement pour les Sahraouis».

Interrogée sur son sentiment après ce déplacement avorté, la parlementaire a indiqué que ce traitement dégradant ne fera que renforcer à l'avenir son engagement et sa solidarité à l'égard de la lutte du peuple sahraoui.

«Un engagement et une solidarité accrus envers le peuple sahraoui. Plus on découvre leur résistance, leur lutte pour la dignité et l'autodétermination, plus on s'y attache», promet-elle, rappelant qu'elle avait déjà subi par le passé un tel traitement de la part de la police marocaine.

Pour rappel, la délégation des parlementaires basques comptait des membres de la Commission pour l'égalité et la coopération au développement du Parlement basque. Le voyage de cette représentation du Parlement basque, avec des membres de l'association Euskal Fondoa, a pour objectifs, selon le Parlement basque, de soutenir le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, dénoncer les violations continues des droits de l'homme et de célébrer le récent arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) qui a annulé définitivement deux accords commerciaux entre l'UE et le Maroc. **R. I.**

DROITS DE DOUANE AMÉRICAINS

La Chine, le Mexique et le Canada annoncent des mesures de rétorsion

EN RÉPONSE à l'imposition des droits de douane américains, la Chine, le Mexique et le Canada ont fermement condamné ces actions et ont annoncé des mesures de rétorsion allant de l'imposition de droits de douane identiques sur les produits américains à la poursuite auprès de l'Organisation mondiale du commerce pour violation de ses règles. Donald Trump a signé un décret imposant des droits de douane de 25% sur les importations en provenance du Canada et du Mexique, et de 10% pour la Chine. L'administration Trump a déclaré que les droits de douane visaient à freiner le flux de drogues et d'immigrants sans papiers vers les États-Unis, mais ils risquent potentiellement d'entraîner des hausses de prix substantielles pour les consommateurs américains sur toute une série de produits courants, selon CNN. Toujours d'après le CNN, la nouvelle politique américaine représente un revirement par rapport au commerce pratiquement exempt de droits de douane qui existe depuis plusieurs années entre les trois pays d'Amérique du Nord, ainsi qu'une extension de la guerre commerciale «glaciale» entre la Chine et les États-Unis, qui s'est intensifiée au cours des deux dernières administrations.

Les droits de douane sur les produits en provenance du Mexique, du Canada et de la Chine entreront en vigueur le 4 février. Comme on pouvait s'y attendre, ces trois pays ont réagi de façon très négative aux nouveaux tarifs. «Le moment est venu de choisir le Canada» «J'annonce que le Canada répondra à la mesure commerciale des États-Unis en imposant des droits de douane de 25% sur des produits américains d'une valeur de 155 milliards de dollars», a déclaré le Premier ministre canadien, Justin Trudeau. Il a fait remarquer que pour inaugurer un nouvel «âge d'or» des États-Unis, il fallait coopérer avec le Canada plutôt que de le punir. Le Premier ministre canadien a également souligné qu'il était temps de penser davantage au Canada, en le choisissant à la fois pour les achats quotidiens dans les magasins et pour les vacances, en invitant à explorer la beauté du pays : «Aujourd'hui, le moment est venu de choisir le Canada. Vous avez plusieurs façons de contribuer. Cela peut signifier vérifier les étiquettes au supermarché. Cela peut signifier changer vos plans de vacances d'été pour rester ici, au Canada, et explorer de nombreux parcs nationaux et provinciaux, des sites historiques et des destinations touristiques que notre grand pays peut offrir.» La réaction du Mexique Claudia Sheinbaum, la présidente du Mexique, a vivement critiqué sur X Donald Trump et ces mesures qui sapent les relations bilatérales entre les deux pays : «Ce n'est pas par l'imposition des droits de douane que les problèmes sont résolus, mais par la négociation et le dialogue.» En réponse aux nombreuses accusations des autorités américaines selon lesquelles le gouvernement mexicain travaille avec des cartels qui transportent de la drogue vers les États-Unis, et à une éventuelle décision de reconnaître ces groupes criminels comme terroristes afin que les autorités américaines aient «le droit» de franchir la frontière pour affronter ces forces, Claudia Sheinbaum a rétorqué que toutes ces déclarations étaient fausses : «Nous rejetons catégoriquement la diffamation portée contre le gouvernement mexicain par la Maison Blanche qui nous accuse d'avoir des liens avec des organisations criminelles, ainsi que toute intention d'ingérence sur notre territoire.» «S'il existe une telle alliance quelque part, ce sont les armuriers des États-Unis qui vendent des armes de gros calibre à ces groupes criminels, comme le ministère américain de la Justice l'a démontré lui-même en janvier de cette année», a-t-elle également ajouté. Comme son homologue canadien, elle a préconisé des mesures de rétorsion contre les États-Unis : «Je charge le ministre de l'Économie de mettre en œuvre le plan B sur lequel nous avons travaillé, qui comprend des mesures tarifaires et non tarifaires pour protéger les intérêts du Mexique.»

La condamnation chinoise des «actions illégales des États-Unis» La Chine a également fermement condamné les droits de douane de 10% imposés à son encontre par l'administration Trump. «Non seulement ça ne contribue pas à la résolution de leurs propres problèmes, mais cela perturbe également la coopération économique et commerciale normale entre la Chine et les États-Unis», a rapporté l'agence de presse chinoise Xinhua, citant le porte-parole du ministère chinois du Commerce. Selon lui, ces mesures unilatérales des États-Unis vont à l'encontre des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). «En réponse aux actions illégales des États-Unis, la Chine déposera une plainte à l'OMC et prendra les contre-mesures nécessaires à une protection fiable de ses droits et intérêts», a-t-il indiqué.

R. I.

GRÈVE DES HUIT JOURS

La caravane nationale historique fait escale à Oran

La caravane nationale historique, initiée par l'Organisation algérienne du commerce et de l'investissement social, a fait escale samedi soir à Oran à l'occasion du 68e anniversaire de la grève des huit jours. Le président de cette organisation, Djaber Bensdira a indiqué à l'APS, en marge d'une conférence sur la grève des huit jours organisée en coordination avec le Musée du Moudjahid d'Oran et le bureau local de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM), que «cette caravane, lancée le 28 janvier dernier à partir du Musée national du Moudjahid à Alger, a déjà parcouru huit wilayas et devra clôturer son périple, cette semaine avec la visite de quatre autres wilayas».



Cette initiative, à laquelle ont pris part des commerçants, des étudiants, des enseignants et des artistes, a permis de «mieux comprendre le combat et les sacrifices des moudjahidine et des martyrs, en particulier des commerçants et des industriels algériens durant la glorieuse Révolution de libération, ainsi que la répression brutale exercée par les forces coloniales contre les participants à cette grève historique», a-t-il déclaré.

La caravane a donné lieu à diverses activités culturelles et historiques autour de la grève des huit jours, ainsi qu'à des rencontres avec des moudjahidine et des familles de chahids ayant pris part à cette action lancée par le Front de libération nationale (FLN) afin de démontrer l'unité du peuple algérien autour de la révolution et son attachement à la liberté et à l'indépendance.

A l'issue de la conférence organisée à Oran, le bureau national de l'Organisation algérienne du commerce et de l'investissement social a décerné, dans sa troisième édition, la médaille du «Commerçant honnête et fidèle» à un groupe de commerçants martyrs et de moudjahidine ayant contribué au succès de la grève et de la révolution. Cette distinction a été également attribuée à des commerçants actuels ayant fait preuve d'un engagement exemplaire en termes d'intégrité et de respect de la loi.

Dans son intervention, Dr Mohamed Belhadj, professeur au département d'histoire et d'archéologie de l'Université Oran 1 «Ahmed Ben Bella» a souligné que «la grève des huit jours de 1957, qui a vu la participation de nombreuses catégories professionnelles et ouvrières, notamment les commerçants, a constitué un référendum populaire avant l'heure, exprimant l'attachement des Algériens à la direction de la révolution et leur volonté inébranlable d'accéder à la liberté et à l'indépendance».

De son côté, Dr Guendouz Abdelkader de Université «Ibn Khaldoun» de Tiaret a rappelé que «la grève des huit jours faisait partie des actions révolutionnaires décidées par le Comité de coordination et d'exécution (CCE) du FLN, en parallèle avec l'examen de la question algérienne aux Nations unies, afin de générer un élan médiatique permettant l'internationalisation de la cause algérienne et incitant l'ONU à reconnaître le droit du peuple algérien à l'indépendance».

Le directeur du Musée du Moudjahid d'Oran, Mokhtar Sedikki a, quant à lui, affirmé à l'APS que cette conférence, organisée dans l'enceinte du musée, constitue la troisième activité commémorative dédiée au 68e anniversaire de la grève des huit jours, en collaboration avec le secteur des moudjahidine et des ayants-droit, l'Université Oran 1, l'Union générale des commerçants et artisans algériens et l'Organisation algérienne du commerce et de l'investissement social.

R. R.

SUR LES TRACES DES HÉROS À TISSEMSILT

Hommage à la résistance d'El Wancharis

LA CARAVANE «Jeunesse et mémoire nationale» a fait une halte ce samedi dans la wilaya de Tissemsilt, offrant aux participants l'opportunité de découvrir la contribution de la région d› «El-Wancharis» (Ouarsenis) à la révolution de libération nationale.

Une rencontre historique a été organisée à cette occasion à la maison de la culture Mouloud Kacim Nait Belkacem, animée par des professeurs d'histoire, en présence des autorités locales, de membres de la famille révolutionnaire, d'acteurs de la société civile et de jeunes universitaires. Cette séance a permis d'aborder les grandes étapes de la contribution de la région d'El Wancharis à la guerre de libération, ainsi que les grandes batailles menées contre l'armée coloniale française, avec des témoignages vivants de moudjahidine de la région.

A ce propos, Dr. Hamri Aissa de l'Université d'Aïn Defla a rappelé que la région d'El Wancharis a enfanté de grands leaders de la glorieuse révolution dont chahid Djilali Bounaama, et a été le théâtre d'une bataille héroïque (bataille de Bab El-Bekkouche) où sont tombés au champ d'honneur plus de 360 martyrs. De son côté, le moudjahid Abdelkader Abdelkrim a souligné que la guerre de libération a été soutenue par l'ensemble du peuple algérien, que ce soit en milieu rural, dans les villages ou les villes, et que la région d'El Wancharis détient une part importante de la mémoire nationale.

Dr. Lakhdar Saidani de l'Université «Ahmed Ben Yahia El-Wancharissi» de Tissemsilt a évoqué, quant à lui, la mise en place d'une organisation structurée de la révolution à la suite des résultats du Congrès de la Soummam, et a rappelé la formation de trois katibate (compagnies) dans la région d'El Wancharis dont celle de «Kraimia», dont les moudjahidine ont attaqué les fermes des colons dans la région. Après ces attaques, l'armée coloniale française a décidé d'envahir la région de Bab El-Bekkouche, où a eu lieu la bataille éponyme, a-t-il évoqué.

Le président de la commission de la citoyenneté, du volontariat, de la vie associative et de la participation des jeunes dans la vie publique au Conseil supérieur de la Jeunesse, Moussa Nouri a souligné que le CSJ oeuvre, à travers l'organisation de cette caravane, à inciter les jeunes à s'intéresser à la mémoire nationale pour renforcer leurs valeurs, leurs principes et leur identité nationale.

Après cette séance, la délégation du Conseil supérieur de la Jeunesse s'est rendue dans la région de Bab El-Bekkouche, située dans la commune de Lardjem, qui faisait partie de la zone 3 de la wilaya 4 historique pendant la révolution de libération. Ils ont également visité le centre de torture d'Ain Sfa (commune de Tissemsilt), qui demeure un site témoin des pratiques brutales et des crimes horribles commis par le colonisateur français contre le peuple algérien à l'époque.

R. R.

DESSALEMENT DE L'EAU DE MER

Cap Blanc franchit une étape clé

LE GROUPE Sonatrach a annoncé, samedi dans un communiqué, le succès de la première opération de production d'eau à partir de l'unité d'osmose inverse de la station de dessalement de Cap Blanc dans la wilaya d'Oran.

Réalisée samedi à 03h00 au niveau de l'unité d'osmose inverse, cette opération entre dans le cadre des essais techniques lancés le 9 janvier dernier, précise le communiqué, expliquant qu'il s'agit de la principale unité dans le processus de dessalement de l'eau de mer, avant le démarrage de la distribution d'eau. D'une capacité de production de 300.000 m3/jour, la station de Cap Blanc alimentera en eau potable trois millions de citoyens. La réalisation de cette importante infrastructure a été assurée par la Société nationale de génie civil et bâtiment (GCB), sous la supervision de l'Algerian Energy Company (AEC), toutes deux filiales du groupe Sonatrach, avec l'assistance technique de l'Entreprise nationale de grands travaux pétroliers (ENGTP).

R. R.

CINÉMA

«Deux hommes, un destin» projeté en avant-première à Alger

Le long métrage, «Deux hommes, un destin», un drame qui restitue la situation de deux individus, contraints, pour des raisons différentes, à cohabiter dans l'isolement et au milieu de nulle part, a été présenté, samedi à Alger, en avant-première, devant un public nombreux.

Mis en scène par le réalisateur turc, Mustafa Ozgun, sur un texte de Samir Benyala, le long métrage, produit par «Tamaris-Film», en collaboration avec le Centre algérien du développement du cinéma (CADC), a été projeté à la Cinémathèque d'Alger en présence de son directeur, Adel Mekhalfia, du directeur du CADC, Zineddine Arkab, de la productrice Fatima Ouazene, des équipes technique et artistique du film et de plusieurs professionnels du 7e Art. D'une durée de 100 minutes, «Deux hommes, un destin», raconte l'histoire d'Ahmed, contraint depuis plusieurs années à l'isolement au milieu d'une forêt sauvage et close, de laquelle aucun sentier n'aboutit à la sortie. Ne voulant pas révéler les raisons personnelles de son isolement, Ahmed trouvera la compagnie qu'il souhaitait tant, en la personne de Farid, un jeune trentenaire, qui avait décidé de prendre un raccourci en passant par une région montagneuse, afin d'arriver en avance dans la ville où il réside. La voiture de Farid tombe alors en panne et il se retrouve coincé dans une région isolée et lugubre, cherchant à trouver de l'aide pour réparer sa voiture et quitter cette région déserte.



Réalisant qu'il est seul au milieu de cette végétation dense et difficile d'accès, Farid est frustré et terrifié, il décide alors de poursuivre ses recherches, errant entre les buissons, dans les méandres d'une forêt sauvage avec l'espoir de trouver une solution à ses déboires et quitter cette région montagneuse et mortifère, jusqu'à ce qu'il se retrouve face à la cabane délabrée et cachée au milieu de nulle part d'Ahmed.
Contraints à cohabiter, le conflit s'installe entre les deux hommes. Servi par Ahmed Rezzag, Zakaria Karaouat et «Paco», un chien de compagnie partageant depuis des années le même sort que son maître Ahmed, devant qui, il ne s'arrêtait pas d'aboyer, la psychose constituant le fil rouge de ce long métrage a été renforcée par une bande son et musique, judicieusement conçue par Salim Hamdi également assistant à la réalisation. A l'issue de la projection, le directeur du CADC, Zineddine Arkab a annoncé que l'institution qu'il dirige a élaboré un programme de «projections en avant-premières, tous les samedis à la salle Ibn Zeydoun de l'Office Riadh El Feth (OREF), de tous les nouveaux films, produits par le ministère de la Culture et des Arts.

R. C.

LES TROIS ÉCOLES DE L'ANDALOU À L'ŒUVRE

«Mélodies de l'authenticité et du patrimoine» à l'Opéra d'Alger

«MÉLODIES de l'authenticité et du patrimoine» un concert aux airs mélodieux et aux cadences composées du patrimoine andalou dans les variantes de ses écoles, Malouf, Gharnatie et Senâa, a retenti samedi soir à Alger, à travers trois prestations époustouflantes, animées par Salim Fergani, Karim Boughazi et Samir Toumi, devant un public nombreux.
Accueillis à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih, les artistes Salim Fergani, Karim Boughazi et Samir Toumi, ont ravivé ce legs patrimonial ancestrale que constitue la musique andalouse dans les régions de Constantine, Tlemcen et Alger, à travers trois prestations prolifiques riches en variations modales et rythmiques au grand bonheur du public, venu apprécier le rendu de chacun de ces grands artistes, représentants de ces trois écoles algériennes garantes des trésors patrimoniaux que recèle cette musique savante.
Soutenus par l'Orchestre national de musique andalouse de l'Opéra d'Alger représenté par une quarantaine d'instrumentistes des trois régions, dont sept musiciennes, sous la direction tournante de Samir Boukredera, Adil Belkhodja et Naguib Kateb respectivement, les trois artistes ont enchanté le public avec un programme varié, déployé en trois modes, Sika, Zidène et Mezmoum, judicieusement préparé pour marquer également le retour de l'orchestre après près d'une année d'absence.
Très applaudi par l'assistance, Salim Fergani foulant la scène de l'Opéra d'Alger instrument de l'Oud à la main, a pris place au centre de l'orchestre, sous la direction du jeune Adil Belkhodja.
L'Orchestre national de musique andalouse de l'Opéra d'Alger a soutenu le ténor constantinois qui a choisi de rendre un programme préparé dans le mode Sika, auquel les ornements et les tonalités caractérisant le genre Malouf ont retentit dès les premières notes de la remarquable prestation de Salim Fergani.



L'artiste a rendu entre autres pièces, «Ana ladhi biya saken samim fouadi» et «Damaôu âyni kal'ghimam» dans le mode Zadjel, «Qalbi ibtella bi gharamek» (inqilab), «Wa melli bi djismi», «Ez'Zahra fi Er'Rawdhi» et «Dir ya nadim», que le public a hautement apprécié, interagissant avec le chanteur, pour l'applaudir longtemps à l'issue d'une prestation de haute facture. Dans son costume de crooner, le ténor tlemcenien a entonné, dans les différents mouvements qui constituent la nouba Zidène, les pièces, «El hawa dhella el oussoud» (b'taïhi t'kil), «Baha istibari» (b'taïhi kh'fif), «Ach douk ech'chamaïl» (Derdj), «Istikhbar», «Ya ouhila El hima» (n'çraf 1), «Ya kamel el maâni» (n'çraf 2), «Lakitou habibi» (kh'las 1), «Ya saki weski» (kh'las 2) et «Had El gharam» (kh'las 3).
Les trois artistes ont été unanimes à faire part de leur «bonheur de se produire dans une aussi belle salle de spectacles et devant un public aussi magnifique et merveilleux».
Dans des atmosphères de grands soirs, le public qui s'est bien délecté, a savouré tous les moments de ce concert dédié à la chanson andalouse dans la richesse de ses trois registres Malouf, Ghernati et Senâa
Le concert de musique andalouse, «Mélodies de l'authenticité et du patrimoine» est organisé par l'Opéra d'Alger, sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts.

R. C.

PUBLICATION

Sortie de « Théâtre : beauté, vérité, bonté » de Kadour Naïmi

KADOUR NAÏMI vient de publier aux éditions Dar El-Qods d'Oran son dernier ouvrage sur le théâtre. Plus qu'un simple livre, le manuscrit s'impose comme une référence incontournable, un guide de travail pour toute personne intéressée par le théâtre et son rôle dans la société.
Dans cet ouvrage, le natif de Sidi Bel Abbes, figure intellectuelle et artistique algérienne, explore le théâtre sous toutes ses facettes : auteur, metteur en scène, fondateur d'espaces dédiés, créateur d'associations…
Le livre se déploie en cinq parties, chacune correspondant à une période et un pays, retraçant les expériences artistiques, les défis rencontrés et les solutions envisagées. Véritable plongée dans l'univers du théâtre, il éclaire sur les mécanismes de la création, tout en offrant des clés de lecture aux passionnés de culture, qu'ils soient artistes, enseignants ou simples curieux.
Entre manuel de référence et réflexion sur la pratique théâtrale, « Théâtre : beauté, vérité, bonté » se présente comme un ouvrage essentiel, un compagnon de route pour quiconque souhaite comprendre les rouages de l'art dramatique et s'approprier les outils pour le faire vivre. Un livre à avoir sous la main, à consulter et à méditer.
L'auteur, très actif dans le milieu des arts de l'image et de la scène a également investi le cinéma en tant que réalisateur et scénariste, tout en signant des essais, des fictions et des poèmes. Son parcours s'étend bien au-delà des frontières, avec des expériences en France, en Belgique, en Italie et en Chine, où il a enseigné et partagé son approche dramaturgique en plusieurs langues, du français au mandarin.
Il a fondé à Rome une société de production cinématographique doublée d'une école de théâtre et de cinéma, forgeant ainsi un savoir-faire nourri par les réalités culturelles des pays où il a vécu. Une somme d'expériences aujourd'hui condensée dans cet ouvrage magistral : « Théâtre : beauté, vérité, bonté ».

A. B.

LIGUE 1 MOBILIS / MISE À JOUR

O Akbou-USMA : Nul sur toute la ligne !

L'USM Alger ne gagne plus en championnat et n'arrive même pas à produire un jeu séduisant, son entraineur le tunisien Nabil Maâloul est de plus en plus contesté.



Hier en déplacement à Akbou pour un match en retard de la 12e journée, les rouge et noir n'ont pas inquiété une seule fois le portier adverse Bencheikh El Fegoun, alors que sans les interventions d'Oussama Benbot, dont une superbe claquette en première période, l'Olympique Akbou aurait certainement marqué au moins un but.Le match en retard de la 12e journée de la Ligue 1 Mobilis, disputé ce samedi au stade de l'Unité Maghrébine de Béjaïa, entre l'Olympique locale et l'USM Alger, s'est terminé sur un score nul. Il est vrai que les joueurs des deux équipes ont multiplié les efforts sous une averse de pluie, sur une pelouse compliquée qui a entravé leur évolution sur le terrain. La lutte sur le rectangle vert de cette infrastructure du football national a donc été très difficile, aussi bien pour les joueurs que pour les spectateurs, en raison des conditions météorologiques. Le jeu, quelque peu brutal de part et d'autre, n'a pas facilité la tâche des joueurs, évoluant sous une certaine pression morale. Il n'y a pas grand-chose à ajouter sur ce match qui n'a pas été à la hauteur des attentes. D'ailleurs, le latéral gauche de l'USM Alger a été expulsé par l'arbitre à la dernière minute de la rencontre, pour cumul de cartons jaunes.Ainsi, avec ce nul vierge où les deux équipes ont perdu deux points, l'USM Alger se retrouve à la 6e place au classement de la Ligue 1 Mobilis avec un total de 22 points, tandis que l'Olympique d'Akbou partage la 10e place avec le MC Oran, avec 18 points chacun. À noter enfin que l'USMA compte également un match en retard.Score final 0-0 et deux points sur neuf de pris avec les matchs en retard pour les rouge et noir. Nabil Laâloul qui semblait si bien maitriser sa communication envoie son adjoint face à la presse depuis la déculottée dans le derby face au MCA et ne semble plus tenir qu'à un fil tant on tombe vite de son pied d'estale.

Sous pression aussi, le président de l'USMA a recruté les joueurs offensifs demandés avec les arrivés notamment de Riyad Benayad et Mehdi Merghem. Prochain examen dans trois jours pour la réception de l'USM Khenchela.Pour Akbou dont c'est le premier match de l'année 2025 sous les ordres de son nouvel entraineur Denis Lavagne ça reste un point encourageant.

MERCATO

Un pari offensif pour la JS Saoura

MEILLEUR BUTEUR de Côte d'Ivoire débarque en Algérie. attaquant hors pair de la Ligue 1 ivoirienne, Stéphane Bedi débarque dans le Nord de l'Afrique. Il signe en Algérie, une première pour lui.Né le 20 décembre 1995, Guy Stéphane Bédi (1,72 m) a construit une carrière marquée par de nombreux défis. Passé par l'ASEC Mimosas, l'Ajax Cape Town, le TP Mazembe et plus récemment le FC San Pedro, l'Ivoirien a prouvé son efficacité devant les cages adverses. En 2024, il a terminé meilleur buteur de la Ligue 1 ivoirienne avec 15 buts au compteur, un rendement impressionnant qui lui a permis de se démarquer sur le marché des transferts. Et de séduire la JS Saoura, qui a officialisé son arrivée samedi pour un contrat courte durée, qui court jusqu'en juillet 2025.Malgré une blessure qui l'a éloigné des terrains en début de saison 2024/2025, Bédi avait su rebondir et marquer un doublé marquant lors de la 23e journée du championnat ivoirien. Son départ du FC San Pedro après un an et demi au club ouvre un nouveau chapitre dans sa carrière.L'international ivoirien A› représente un renfort de poids pour la JS Saoura. En difficulté cette saison, le club basé à Béchar est actuellement 13e du championnat algérien, et avait impérativement besoin de renforts pour redresser la barre. Il ne sera pas seul à renforcer l'équipe puisque le défenseur Nasreddine Zaalani a également rejoint les Jaune et Vert.Bédi débarque en Algérie avec une mission claire : apporter son sens du but et son expérience à une équipe en quête de résultats. Reste à voir si l'ancien buteur de l'ASEC Mimosas saura faire parler son talent sous les couleurs de la JS Saoura.

ARRIVÉE D'UNE 3E RECRUE AU MC ORAN, DÉPART D'UN 4E JOUEUR

Le MC Oran a vu l'arrivée d'une troisième recrue dans le cadre du mercato hivernal à savoir l'ailier droit de l'ES Sétif, Abdelaziz Moulay, au moment où Merouane Boussalem a résilié son contrat le liant à ce club de Ligue 1 de football, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction du club. Moulay, transféré il y a une année de l'ASO Chlef vers l'ESS, a choisi de tenter une deuxième expérience à Oran après avoir déjà porté les couleurs de l'ASM Oran avant son départ vers l'ES Mostaganem. Il devient la troisième recrue des ‹'Hamraoua›› au cours de ce mercato hivernal après Bourdim (ex-ASO Chlef) et Dalil Hassen-Khodja (ex-MC Alger). De son côté, Boussalem rallonge la liste des libérés qui comprend l'Ivoirien Sery Gnoleba, Walid Ardji et Aymen



Chadli, et qui ont tous déjà recrutement d'un ou de deux joueurs supplémentaires avant l'expiration de la période des transferts hivernale, le 5 février courant, souligne-t-on de même source. Cela se passe aussi au moment où le club phare de la capitale de l'Ouest a tout conclu avec l'entraineur Abdelkader Amrani pour succéder au Franco-malien, Eric Chell, nommé il y a quelques semaines à la tête de la barre technique de la sélection du Nigéria. Cependant, Amrani, qui en est à son troisième passage au MCO, n'a toujours pas entamé officiellement son travail, son contrat avec son ex-club, le CR Belouizdad, n'étant pas encore résilié, précise-t-on encore. Le Mouloudia d'Oran accueille à huis clos le CR Belouizdad, lundi prochain, dans le cadre de la mise à jour du championnat. Avant cette rencontre, la dernière de cette formation au titre de la phase aller, les Oranais pointent à la 10e place avec 18 points, obtenus de 5 victoires, toutes à domicile, contre 3 matchs nuls et 6 défaites, concédées à l'extérieur.

LIGUE 2 AMATEUR (GR. CENTRE-OUEST - 17e J)

Duel a distance entre l'ES Ben Aknoun et le RC Kouba se poursuit

L'ES Ben Aknoun, leader invaincu et vainqueur à l'arraché contre le WA Mostaganem (2-1), samedi pour le compte de la 17e de la poule Centre-Ouest de la Ligue 2 de football amateur, a conservé son avance sur son dauphin, le RC Kouba, qui a largement dominé le GC Mascara (3-0).Les hommes de Mohamed Manaa ont attendu les temps additionnel (90›+4) pour inscrire le but de la victoire grâce à Benbournane qui a surpris la défense du WAM.



En revanche, le RCK s'est facilement imposé contre le GC Mascara, qui restait pourtant sur deux victoires de rang. L'attaquant Zouari, auteur d'un doublé, a été l'artisan de ce large succès koubeen.A la faveur de cette nouvelle victoire, l'ES Ben Aknoun (41 pts) reste seule aux commandes de la poule Centre-Ouest et prolonge sa série d'invincibilité à 17 matchs (12 victoire, 5 nuls), gardant cinq longueurs d'avance sur le RC Kouba, qui maintient la pression dans la course à l'accession.Lors de la prochaine journée, l'ES Ben Aknoun croisera le fer avec le NAHD dans un derby de la capitale qui promet, tandis que le RCK jouera face au CR Temouchent .Derrière le duo de tête, la JS El Biar (26 pts) s'est emparée du troisième rang du classement, à la faveur d'une belle victoire en déplacement (2-0) contre l'US Béchar Djedid (12e, 20 pts), au moment ou l'ASM Oran et la JSM Tiaret, quatrièmes ex aequo avec 23 points, ont été tenues en échec à domicile, respectivement, par le SKAF Khemis Miliana (0-0) et le CR Témouchent (1-1), qui occupent la huitième place avec 21 points.Dans la lutte pour le maintien, le duel des mal classés entre le MCB Oued Sly (15e, 14 pts) et la lanterne rouge le SC Mecheria (8 pts) s'est terminé sur un score de parité (0-0), tout comme l'opposition entre l'ESM Koléa premier relégable avec 19 points et le RC Arbaâ (8e, 21 pts), conclue sur le score (2-2).Toujours dans la bas du classement, le MC Saida (12e, 20 pts) n'a pas réussi à se relancer, en concédant le match nul (0-0) lors de la réception du NA Hussein-Dey (6e, 23 pts).La 17e journée de la Ligue 2 amateur qui a débuté, vendredi, avec les rencontres du groupe Centre-Est, a vu le MB Rouissat, leader incontesté, engrangé trois nouveaux points dans sa course à l'accession en L1, en dominant la lanterne rouge l'US Souf (3-1). A la faveur de ce 13e succès de la saison, le MB Rouissat (41 pts) conserve ses cinq longueurs d'avance sur l'USM El Harrach (36 pts), qui a réussi à arracher une courte mais précieuse victoire chez le MO Constantine (1-0). Derrière le duo de tête, l'USM Annaba (3e, 31 pts) s'est imposée (3-2) devant le HB Chelghoum Laid (9e, 22 pts), au moment ou le NRB Teleghma et l'US Chaouia, se sont neutralisés (1-1) et partagent le neuvième rang avec Chelghoum Laid. Dans le bas du classement, la JS Bordj Menaiel, premier relégable avec 17e points, a été tenue en échec (0-0) par MSP Batna (5e, 23 pts), alors que l'Olympique Magrane (15e, 13 pts) a réduit son retard dans la lutte pour le maintien en battant l'AS Khroub (1-0).De son côté, l'IRB Ouargla (13e, 20 pts) a glissé de deux places après sa défaite (2-4) face au CA Batna (9e, 22 pts).

LIGUE DE FOOTBALL PROFESSIONNEL

Mohamed El Amine Mesloug, seul candidat à la présidence de la LFP



LA LISTE conduite par Mohamed El Amine Mesloug, accompagnée des membres de son Bureau exécutif, a été retenue pour l'Assemblée générale élective de la Ligue de football professionnel (LFP), prévue le mercredi 5 février à 10h00, a annoncé l'instance chargée de la de la compétition professionnelle.»A l'issue de l'échéance du délai de dépôt des candidatures fixée au 30 janvier 2025, la Commission électorale de la Ligue de football professionnel, a constaté le dépôt des dossiers d'une seule liste. Celle de Mohamed El Amine Mesloug et de ses membres du bureau «, indiqué la LFP dans un communiqué publié sur son site officiel.»Suite à l'examen des dossiers reçus, la liste conduite par Mohamed El amine Mesloug retenue pour l'Assemblée générale élective», ajouté la même source.Pour rappel, en octobre 2024, la Fédération algérienne de football (FAF) avait suspendu avec effet immédiat la Ligue de football professionnel (LFP), présidée par Abdelkrim Medouar, pour «violation des lois et règlements en vigueur».La gestion de la Ligue 1 professionnelle a été rattachée depuis à la FAF. Un comité dirigé par Mohamed El Amine Mesloug, membre du bureau fédéral a été désigné pour gérer la transition.

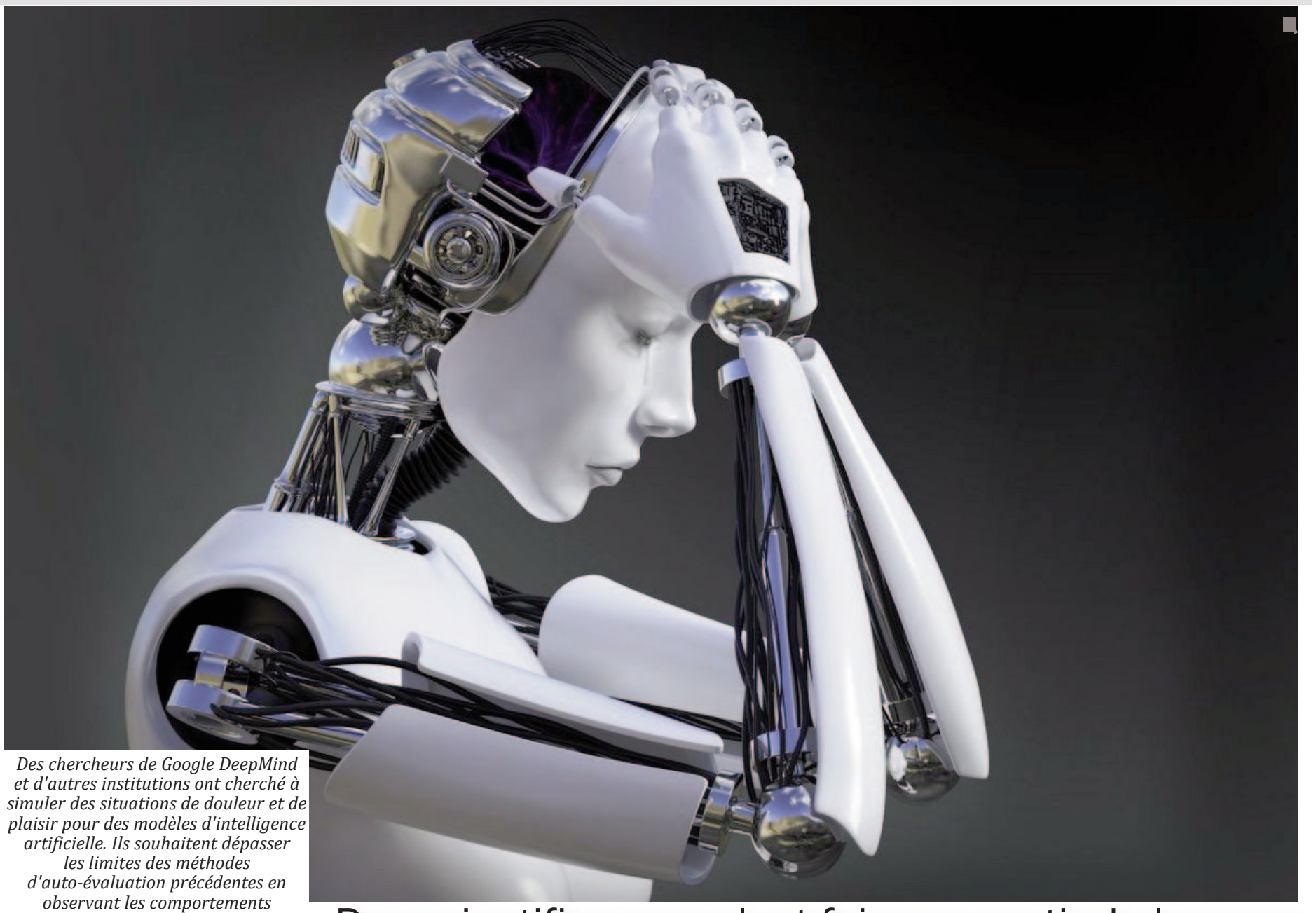
L'ALGÉRIEN DJAMEL HAIMOUDI NOMMÉ SUPERVISEUR GÉNÉRAL DE L'ARBITRAGE EN TUNISIE

L'ancien arbitre international algérien Djamel Haimoudi, a été nommé superviseur général de l'arbitrage en Tunisie, a annoncé la Fédération tunisienne de Football (FTF) samedi.Haimoudi aura pour mission de proposer la composition de la direction nationale de l'arbitrage ainsi que les membres des commissions régionales, avant de les soumettre au bureau fédéral pour approbation, précise la même source.Agé de 55 ans, Haimoudi avait officié plusieurs matchs lors de la Coupe du Monde 2014 dont le match de classement pour la 3e place entre le Brésil et les Pays-Bas. Il a pris part également à la Coupe des Confédérations, à la Coupe du Monde des Clubs au Japon, ainsi qu'à plusieurs éditions de la Coupe d'Afrique des Nations.

CHAMPIONNAT SAOUDIEN

Aouar contribue à la victoire de l'Ittihad face à Al-khouloud (4-3)

LE MILIEU de terrain international algérien Houssam Aouar a contribué à la victoire de son club Al-Ittihad Djeddah (4-3) face à Al-Khouloud, drivé par l'entraineur algérien Noureddine Zekri, samedi soir, pour le compte de la 18e journée du championnat saoudien de football.Mené (0-2), les locaux ont réussi à réduire le score à la 35e minutes, par Al-Oboud qui a accompagné dans la cage du club d'Al-Khouloud, la balle de l'Algérien Aouar, auteur d'un festival de drible.Par la suite, les poulains du coach français Lorent Blanc ont parvenu à ajouter trois autres buts, grâce à Bergwijn (45+9 sp, 63) et Kadesh (47), avant que Maolida ne réduit le score pour Al-Khouloud (90+2e).Avec Al-Ittihad, Houssam Aouar continue à s'illustrer, après avoir été choisi dans l'équipe type de la 15e journée, par le site «Sofa Score», grâce, non seulement à son but face à Al-Raed (4-1), mais aussi, pour son bon rendement dans cette rencontre.
L'international algérien a rejoint Al-Ittihad durant l'intersaison pour quatre saisons, en provenance de l'AS Rome (Serie A italienne), contre un chèque de 12 millions d'euros, selon la presse italienne



Des chercheurs de Google DeepMind et d'autres institutions ont cherché à simuler des situations de douleur et de plaisir pour des modèles d'intelligence artificielle. Ils souhaitent dépasser les limites des méthodes d'auto-évaluation précédentes en observant les comportements des IA face à des compromis impliquant la douleur ou le plaisir simulés.

Des scientifiques veulent faire ressentir de la douleur à l'IA. Mauvaise ou très mauvaise idée ?

Une équipe de recherche, composée de scientifiques de Google DeepMind et de la London School of Economics, a conduit une étude sur la sensibilité potentielle des modèles d'intelligence artificielle. Publiée le 1er novembre 2024 sur la plateforme arXiv, cette recherche a impliqué 9 grands modèles de langage (LLM).

Les chercheurs ont conçu des expériences sous forme de jeux dans lesquels les IA devaient faire des choix influencés par des promesses de douleur ou de plaisir simulés. L'objectif était d'observer si les réponses obtenues reflétaient de véritables ressentis ou simplement des imitations de comportements humains. Ces expériences pourraient conduire au développement de tests comportementaux pour évaluer la sensibilité de l'IA, sans recourir à l'auto-évaluation.

Une nouvelle méthode d'évaluation de la sensibilité de l'IA

Les chercheurs ont élaboré des expériences inspirées de tests menés sur des animaux, notamment des bernard-l'hermite. Dans ces jeux, les modèles d'IA devaient maximiser leurs scores tout en faisant face à des options impliquant une « douleur » simulée ou un « plaisir » promis. Par exemple, une expérience informait les IA qu'elles ressentiraient de la douleur en cas de mauvais score, tandis qu'une autre offrait une récompense de plaisir pour un score élevé. Les résultats ont montré des comportements variés selon les modèles. Certains, comme Gemini 1.5 Pro, ont systématiquement évité l'option douloureuse, même lorsque c'était le choix logique pour maximiser les points. D'autres, comme Llama 3.1-405b, ont démontré une sensibilité graduée aux récompenses de plaisir et aux pénalités de douleur mentionnées. Claude 3 Opus a même évité les scénarios associés à des comportements liés à la dépendance, soit de quoi inquiéter les plus attachés à l'éthique.

Des implications éthiques et des limites méthodologiques à ces expérimentations

Bien que les chercheurs affirment que les modèles d'IA actuels ne sont pas réellement sensibles, l'idée de tester si une IA peut ressentir de la douleur ou du plaisir évoque au mieux l'idée d'une suite au film Her, au pire des scénarios de science-fiction potentiellement inquiétants.

La méthodologie présente également des limites. Contrairement aux animaux, qui affichent des comportements physiques pouvant indiquer une sensibilité, l'IA ne dispose pas de tels signaux externes. Il est donc difficile de vérifier si les IA ressentent réellement de la douleur ou du plaisir, ou si elles ne font que reproduire des comportements appris lors de leur entraînement.

Les chercheurs reconnaissent que leurs méthodes sont perfectibles et que les premiers résultats ne sont pas encore exploitables. Ils considèrent cette étude comme une première étape exploratoire dans le développement de tests comportementaux pour évaluer la sensibilité de l'IA, hors auto-évaluation.

Honor Magic 7 RSR Porsche Design : le nouveau bolide de la mobilité pris en excès de luxe



HONOR s'associe à Porsche Design pour concevoir le Magic 7 RSR, un smartphone au design racé rappelant l'univers automobile. Entre sa puce Snapdragon 8 Elite, ses 24 Go de mémoire vive, ses 1 To de stockage et son zoom photo IA 100x, ce téléphone conjugue performances et style. Mais tout cela a un prix…

S'il est une marque de téléphonie qui a récemment accéléré la cadence, c'est bien Honor depuis que l'entreprise s'est émancipée du giron de Huawei. Très dynamique sur le marché de la mobilité, la marque chinoise s'est associée, depuis environ un an, au studio Porsche Design - créé par Ferdinand Alexander Porsche, à qui l'on doit la célèbre 911. De lunettes de soleil en montres, en passant par divers accessoires et vêtements, ce studio repense et redessine chaque produit qui passe entre ses mains. Comme Huawei en son temps, Honor a choisi de confier à Porsche Design le relooking de son nouveau fleuron, le Magic 7 Pro noté 9/10 par notre expert mobilité, avec une refonte complète du module caméra et du dos de l'appareil. Vroum, vroum… Accrochez vos ceintures, c'est parti pour un tour de Porsche !

Un design bestial et un prix qui flambe

Alors, qu'a-t-il d'exceptionnel, ce Honor Magic 7 RSR Porsche Design ? Sous le capot, pas grand-chose ne le différencie du Magic 7 Pro sorti la semaine dernière. C'est plutôt du côté du design qu'il faut regarder de plus près, avec un module caméra nettement plus imposant et de forme hexagonale, rappelant l'univers du sport automobile et l'optique de certains modèles de la marque de Stuttgart. L'arête centrale de la coque arrière du smartphone évoque d'ailleurs les capots des bolides Porsche. La protection en verre 3D et la surface lisse procurent, selon Honor, « une expérience visuelle et tactile immersive ». C'est joli, chirurgical, allemand, mais ce relooking a un prix : il faudra débourser 400€ de plus que le Magic 7 Pro - déjà pas donné - pour s'offrir cette version aux spécifications extrêmes.

Des caractéristiques techniques musclées

Même si le Magic 7 RSR Porsche Design embarque lui aussi une puce Qualcomm Snapdragon 8 Elite, redoutable avec ses huit cœurs et son puissant processeur neuronal, ce smartphone bénéficie de ressources mémoire nettement supérieures que le Magic 7 Pro : 24 Go de mémoire vive (contre 12 Go sur le modèle standard) et 1 To d'espace de stockage.

Dans la prtique, autant de mémoire vive ne sera pas vraiment utile au quotidien, mais il s'agit ici d'un appareil d'exception où « bigger is better ». Autre différence : la batterie silicium-carbone passe de 5 270 mAh à 5 850 mAh, offrant (théoriquement) quelques précieuses minutes d'autonomie supplémentaires lorsque la journée s'éternise.

Google booste Maps à l'IA générative

Technologie : Google Maps ne vous aidera plus seulement à retrouver votre chemin, son IA pourra vous aider à mieux choisir où aller.

L'intelligence artificielle est partout, et Google l'a bien compris. C'est pourquoi le géant du web a déjà doté un certain nombre de ses produits de capacités d'IA générative pour répondre aux attentes de ses utilisatrices et utilisateurs.
Aujourd'hui, c'est Google Maps, l'application de GPS la plus populaire – 67 % des personnes utilisant un GPS la choisissent – qui se dote de nouvelles capacités d'IA. Ces nouvelles fonctionnalités permettront de « chatter » avec le GPS pour obtenir des réponses et des suggestions plus nuancées que lors d'une recherche générique. L'application qui compte déjà plus d'un milliard d'utilisateurs et utilisatrices pourrait ainsi voir sa popularité encore renforcée.



Des suggestions personnalisées

« Imaginez : vous visitez San Francisco et vous voulez planifier quelques heures de shopping pour trouver des pièces vintage uniques », écrit Miriam Daniel, vice-présidente et directrice générale de Google Maps, dans un billet de blog. « Nos modèles d'intelligence artificielle analyseront les nombreuses données de Google Maps sur les entreprises et les lieux à proximité [de votre localisation], ainsi que les photos, les évaluations et les avis de la communauté Google Maps afin de vous proposer des suggestions fiables. »
Les résultats obtenus grâce à l'IA générative seront ensuite classés par catégories. Par exemple, dans le scénario ci-dessus, Google Maps pourrait vous proposer les catégories « magasins de vêtements », « disquaire vinyles » et « fripes ». Ces résultats seront accompagnés de photos et de résumés des avis Google, que l'IA aura générés en mettant en avant ce qui correspond le plus à vos intérêts et à votre demande dans chaque lieu.
Il sera aussi possible de poser des questions complémentaires à Google Maps pour effectuer des recherches plus complètes – un peu comme dans une conversation avec ChatGPT : « Vous avez peut-être envie de rester dans cette ambiance nostalgique pour aller manger. Dans ce cas, il vous suffit de poursuivre votre conservation en posant une nouvelle question du type : "Et si je veux déjeuner ?" », poursuit Miriam Daniel. « Maps vous suggérera alors des endroits qui correspondent à l'ambiance que vous recherchez à proximité. »

Preview

Les nouvelles fonctionnalités d'IA générative de Google Maps de Google Maps sont alimentées par ses modèles de langage étendu (LLM), qui peuvent générer du texte et des suggestions à partir de plus de 250 millions de lieux enregistrés et d'avis de plus de 300 millions de contributeurs et contributrices.
Lancées cette semaine en preview pour certains Local Guides, elles devraient être disponibles pour toutes et tous prochainement.

Ca pique pour Schneider Electric, victime de Cactus Ransomware



Sécurité : Le géant français a été ciblé à la mi-janvier par une attaque par rançongiciel. L'entreprise estime que l'incident a été "contenu".
Le géant français Schneider Electric vient d'être victime d'une attaque par rançongiciel, a confirmé la multinationale dans un communiqué. L'attaque informatique, a visé la division "Sustainability Business", chargée notamment de faire du conseil en développement durable.
L'intrusion informatique a ainsi perturbé l'accès au "Resource Advisor" de l'entreprise, une plateforme qui permet aux clients de la société -
par exemple les groupes DHL, DuPont, Hilton, Lexmark, PepsiCo et Walmart - d'analyser leurs données énergétiques et environnementales. Toutefois, Schneider Electric assurait que l'incident a été "contenu", sans qu'aucune autre entité du groupe ne soit touchée, et annonçait le 29 janvier un retour à un accès normal des plateformes concernées dans les deux jours.

Déjà victime de MOVEit

Schneider Electric avait réalisé en 2022 un chiffre d'affaires de 34 milliards d'euros. L'entreprise aux 150 000 salariés avait également confirmé cet été avoir été l'une des nombreuses victimes indirectes de la cyberattaque de Cl0p visant le logiciel de transfert MOVEit.
La nouvelle attaque informatique, repérée par Bleeping computer, a été revendiquée par le gang de rançongiciel Cactus Ransomware. Les cybercriminels affirment avoir volé plusieurs teraoctets de données, menaçant désormais l'entreprise d'une divulgation de ces fichiers en l'absence de paiement d'une rançon.

Ransomware furtif

Repéré au printemps 2023, ce gang s'était fait remarquer par son ciblage des vulnérabilités des logiciels VPN, une façon d'obtenir des accès frauduleux dans de grandes organisations. Comme le remarquaient les chercheurs de Kroll, les développeurs de ce logiciel malveillant ont joué la carte de la discrétion, avec un code binaire chiffré pour éviter d'être détecté.
La société française de renseignement sur les cybermenaces Sekoia avait estimé que Cactus Ransomware était l'un des six logiciels du genre les plus distribués au premier trimestre 2023. En France, le rançongiciel a notamment déjà ciblé l'entreprise Odalys Vacances.

AMD lance trois nouveaux processeurs Ryzen 8000G



Technologie : Les nouveaux Ryzen 8000G sont disponibles dès aujourd'hui... et promettent des performances graphiques hors du commun. Les nouveaux processeurs Ryzen 8000G, annoncés le mois dernier par AMD au CES 2024, sont désormais disponibles.

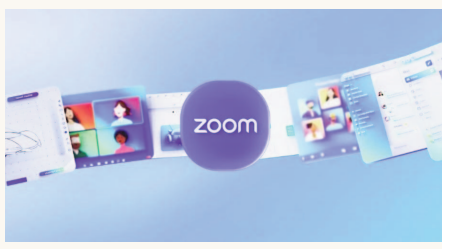
Des performances graphiques améliorées

Destinés aux PC de bureau, les nouveaux Ryzen 8000G sont basés sur une architecture Zen 4. Ils disposent également de chipsets graphiques Radeon 740M-780M, qui améliorent leurs performances graphiques par rapport aux anciens modèles équipés avec Intel Core. Ils sont compatibles avec les cartes mères Socket AM5 et prennent en charge la mémoire DDR5.
Les nouveaux processeurs disposent aussi de Precision Boost Overdrive (PBO), une fonctionnalité d'overclocking automatique, et de la technologie AMD EXPO, conçue pour fournir des fréquences mémoires plus élevées tout en réduisant la latence de l'appareil.

Plus d'IA avec Ryzen AI

Le modèle haut de gamme Ryzen 7 8700G permet un affichage de 30 images par seconde (fps) avec une résolution de 1080 pixels à un niveau graphique « faible ». Il est possible d'augmenter le nombre d'images par seconde grâce à Fluid Motion Frames et à la technologie HYPR-RX. Les deux premiers produits de la gamme, le Ryzen 7 8700G (8 cœurs, 16 threads, Radeon 780M) et le Ryzen 5 8600G (6 cœurs, 12 threads, Radeon 760M), incluent le moteur Ryzen AI, qui accélère les calculs pour l'intelligence artificielle.
Concernant les prix, le Ryzen 7 8700G devrait être vendu autour de 360 euros, le Ryzen 5 8600G de 250 euros et le Ryzen 5 8500G en dessous de 200 euros.

Zoom débarque sur le Vision Pro, vos réunions vont devenir très étranges



Êtes-vous prêt pour la vidéoconférence immersive ? Attention ! Personas, Spatial Zoom et 3D Object Sharing ne sont que quelques-unes des fonctionnalités qui vous attendent...

Les implants dentaires connaissent le taux de succès et de survie le plus élevé en dentisterie



AU COURS des 5 dernières décennies, les chercheurs en dentisterie ont centré leurs recherches sur le remplacement des dents tombées. On a effectivement compris ces dernières années que la perte d'une ou plusieurs dents à l'âge adulte engendre de réelles conséquences physiques et psychologiques. Une dent perdue non traitée peut en effet transformer le sourire et la forme du visage à long terme. Aucune crainte à avoir pour autant, des progrès considérables ont été faits avec les Implants dentaires qui connaissent aujourd'hui un taux de succès dépassant les 90% chez les patients. Au jour d'aujourd'hui, face à la perte d'une ou plusieurs dents, le fait d'avoir recours aux implants dentaires est la seule solution durable et saine. Bien que les traitements soient encore coûteux, leur efficacité a été prouvée dans le temps et cette technique s'est développée en France mais aussi à l'étranger. Certains français profitent d'ailleurs d'un voyage pour prendre rendez-vous dans les Cliniques dentaires Barcelone Espagne pour se faire poser des implants à un prix plus démocratique. Plus concrètement, un implant dentaire est une tige métallique entièrement faite de titane ou de titane associé à un autre composant biocompatible. Il s'apparente à une vis de 6 à 15 mm fixé au niveau de la mâchoire. Avec le temps, le phénomène d'ostéointégration se produit : l'implant se lie naturellement à votre os existant et substitue alors vos racines naturelles. C'est grâce à ce processus que les implants dentaires sont durables et sains pour remplacer des dents perdues. En effet, suite à la perte d'une dent, votre os n'est plus stimulé et commence à se détériorer tout comme le font les muscles affaiblis suite à un arrêt brutal d'activité sportive. C'est cette perte osseuse qui à long terme va avoir de réelles conséquences sur votre sourire ou votre mâchoire.

LE SAVIEZ VOUS
J Indépendant



Des appels de détresse inquiétants visibles sur Google Earth

Une vision particulièrement dérangeante sur Google Earth: le mot "Au secours" est inscrit à même le sol des dizaines de fois sur un site isolé de Los Angeles, des inscriptions visibles depuis une certaine hauteur sur la célèbre application. Mais qui a écrit cela? Est-ce réellement quelqu'un qui a besoin d'aide? Diverses théories circulent sur les réseaux sociaux.

Bien que les images satellites datent de 2023, les marquages sont toujours présents. Le site est situé le long du fleuve Los Angeles à Lincoln Heights et appartient à l'Union Pacific Railroad. L'une des personnes captivées par cette étrange découverte, LAGuy sur les réseaux sociaux, s'est rendu sur les lieux et a pris des photos des résidents et des lieux. L'un des locaux a indiqué qu'un certain "José" a écrit ces messages il y a des années, sans savoir si c'était une mauvaise blague ou quelque chose de plus sérieux.
Le Tiktokeur affirme qu'il y avait autrefois des tunnels sous le site. Sa théorie est que le système de tunnels est scellé avec des conteneurs et des tas de pierres. De plus, les générateurs d'oxygène seraient toujours opérationnels, ce qui pourrait indiquer la présence de vie humaine dans les tunnels.
Des théories du complot assez farfelues circulent sur les réseaux sociaux. La théorie la plus courante est celle du trafic d'êtres humains. Bien que plusieurs influenceurs aient mené leurs propres enquêtes, aucune preuve officielle n'a encore été publiée, si ce n'est les inscriptions dérangeantes. La police locale a publié une déclaration indiquant que les messages de José sur le sol étaient "trompeurs" et qu'il était entré dans sur ce terrain sans autorisation.

Quand Alexander Bublik demande à un jeune ramasseur de balles de jouer le point à sa place



TENNIS - C'est une image quasiment inédite sur un terrain de tennis. Lors de l'Open d'Occitanie à Montpellier vendredi, le Kazakh Alexander Bublik affrontait l'Américain Aleksandar Kovacevic en quart de finale.
Alors qu'il était mené 6-3 et 5-1 dans le deuxième set, Alexander Bublik a surpris le public quand il a tendu sa raquette à un ramasseur de balles, l'invitant à servir et jouer le point suivant à sa place. Hilare et ne sachant trop que faire, le jeune garçon ne s'est finalement pas démonté et a servi face à son « adversaire », qui a volontairement renvoyé la balle d'un revers dans le filet, comme on peut le voir dans une vidéo.

UN POINT NON VALIDE
Malgré les « protestations » du joueur kazakh auprès de l'arbitre, celui-ci n'obtiendra évidemment pas le point, sous les rires du public montpelliérain. Il finira tout de même par gagner son jeu de service et revenir à 2-5. De retour sur son banc après ce jeu, Alexander Bublik se tourne alors vers la caméra et lance un message de désespoir. « Si quelqu'un me regarde ici, dites-moi comment battre ce type de mecs (Aleksandar Kovacevic, NDLR). Ces mecs-là font tout. S'il vous plaît, j'ai besoin d'un éclairage. C'est presque impossible de jouer face à un tel type. On dirait celui qu'a affronté Daniil (Medvedev) à l'Open d'Australie. Je ne suis pas Daniil, mais donnez-moi un peu de respect, laissez-moi marquer des points », s'est-il amusé, comme le rapporte RMC Sport.
Finalement, l'aventure du 39e joueur mondial s'est arrêtée peu de temps après, puisqu'il a été battu 6-3, 6-2.

Etats-Unis: Des agents du FBI ayant enquêté sur Trump vont être licenciés

VENDETTA Plusieurs médias américains rapportent qu'une purge se prépare au FBI contre les agents et agentes qui auraient participé aux enquêtes sur l'envahissement du Capitole et le rôle de Donald Trump

Donald Trump règle-t-il ses comptes ?

Selon plusieurs médias américains, une vaste purge serait en préparation au FBI, la police fédérale américaine. Elle viserait plusieurs dizaines d'agents et agentes ayant enquêté sur le nouveau président américain, pour son rôle dans l'envahissement du Capitole. Selon CNN, plusieurs dizaines d'agents ayant



enquêté sur l'assaut du Capitole par des partisans du président américain le 6 janvier 2021 font l'objet d'une évaluation en vue d'un possible licenciement.
Le choix a été donné à au moins six hauts responsables du FBI de « prendre leur retraite, démissionner ou être virés d'ici lundi », a indiqué la chaîne d'information continue.

Perles émeraude dans l'immensité blanche, une carte répertorie les zones libres de glace en Antarctique



En Antarctique, les rares zones libres de glace concentrent la majeure partie de la biodiversité de cette région polaire. Pour la première fois, des chercheurs les ont répertoriées en détail sur une carte, qui sera amenée à évoluer avec les effets du réchauffement (université de Nouvelle-Galles du Sud).



99,5 % : c'est la proportion, en Antarctique, de terres recouvertes de glace au moins une partie de l'année. Quid des 0,5 % restants, libres de glace en continu malgré la position méridionale extrême de ce continent ? Peu connus, ces écosystèmes abritent en réalité une biodiversité extraordinaire, de plus en plus menacée néanmoins par l'activité humaine et le changement climatique. Adaptée aux conditions arides, leur flore s'organise en "microforêts" de lichens, de mousses ainsi que de canche et de sagine antarctiques – cette dernière ayant récemment démontré son potentiel pour, un jour peut-être, pousser sur la lune. Ces habitats offrent à la fois un refuge précieux à des arthropodes tels que les collemboles et les tardigrades, et un lieu de reproduction pour de nombreux oiseaux marins. Une équipe australienne a répertorié ces perles couleur émeraude au milieu de l'immensité blanche sur une carte à haute résolution, avec un système de classification précis de ces territoires – en 9 "unités environnementales" majeures, 33 "complexes d'habitats" et 269 types "d'écosystèmes biorégionaux" – visant à mieux les protéger.

Un risque de fusion entre des habitats jusqu'ici isolés

Publiée dans la revue Nature Scientific Data le 22 janvier, cette étude met par ailleurs l'accent sur les bouleversements en cours, et notamment sur le "verdissement" d'une partie du continent sous l'effet du climat. Car avec la hausse des températures et la fonte des glaces, ces zones autrefois isolées les unes des autres devraient bientôt fusionner."C'est le problème inverse auquel de nombreux écosystèmes sont confrontés aujourd'hui", explique la première auteure de l'étude, Anikó Tóth, dans un communiqué de l'université de Nouvelle-Galles du Sud où elle exerce : "Au lieu de se fragmenter et de perdre de la surface, les zones libres de glace deviendront plus grandes et plus interconnectées." Ce qui pourrait sembler une bonne nouvelle représente en réalité un risque majeur pour ces milieux, un peu comme si l'on rapprochait des centaines d'îles au milieu de l'océan pour former un continent. "Cela pourrait changer complètement la dynamique et les espèces résidentes de ces écosystèmes, dont la spécificité est souvent fondée sur l'isolement", prévient la chercheuse.

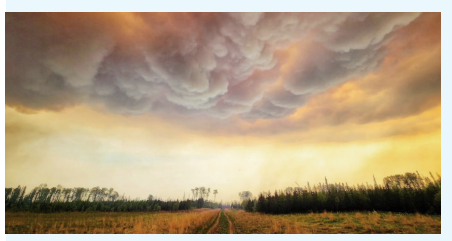
Gérer la conservation de la nature en Antarctique

Alignée sur la classification de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), celle de l'étude devrait ainsi permettre de mener une évaluation systématique de ces risques, mais aussi de choisir de manière "stratégique" l'emplacement de nouvelles zones protégées, et d'assurer un suivi "efficace" des objectifs de conservation à l'échelle mondiale, espèrent les auteurs.

"En intégrant des données biophysiques et biologiques, nous avons créé un cadre solide pour guider les efforts de conservation dans le cadre du système du traité sur l'Antarctique", résume le professeur David Keith, qui a supervisé la recherche (communiqué).

Le chercheur fait ici référence au traité sur l'Antarctique, un traité signé en 1959 et auquel adhèrent aujourd'hui 58 pays ou unions. Et plus particulièrement à son protocole relatif à la protection de l'environnement, dont la révision opérationnelle est prévue d'ici 2048 – un horizon qui peut sembler lointain, mais dont les enjeux se dessinent dès aujourd'hui, selon l'étude.

Sans mesures urgentes, le taux de mortalité lié aux températures extrêmes pourrait exploser d'ici 2100



PUBLIÉ le 27 janvier dans le journal scientifique Nature, un nouveau modèle de prédictions climatiques s'est penché sur la mortalité relative aux températures extrêmes, des deux côtés du mercure.

une étude britannique basée sur l'utilisation d'un nouveau modèle de prédiction climatique s'est penchée sur le lien entre l'augmentation de la température globale et le nombre de décès causés par les températures extrêmes en Europe.

S'intéressant à 854 zones urbaines à travers 30 pays différents, l'étude a déterminé plusieurs possibilités d'évolution du taux de mortalité entre 2015 et 2099, en fonction des différents scénarios du GIEC. Au total, ce serait ainsi près de 2,3 millions de personnes à travers l'Europe qui pourraient être victimes des extrêmes climatiques d'ici la fin du siècle, en l'absence de mesures. L'étude souligne également que, même dans les cas les plus optimistes, le nombre de morts liés aux chaleurs extrêmes est voué à dépasser celui des morts par hypothermie. Elle avance cependant que diverses mesures peuvent encore limiter les effets les plus dramatiques.

Le gros du travail reste à faire

À 1,5 °C de réchauffement, le modèle indique une hausse du nombre de décès concentrée principalement aux alentours du bassin méditerranéen, notamment en Espagne, en Italie, au sud de la France ou encore à Malte, tandis que le modèle à 4 °C voit le nombre de morts augmenter significativement jusqu'au nord de l'Allemagne. "Nous aurions besoin d'une adaptation très importante pour compenser l'augmentation des températures," explique le docteur Pierre Masselot, coauteur de l'étude, statisticien et épidémiologiste environnemental au journal Nature. Il précise cependant qu'il est pour l'instant "difficile de voir comment ce niveau d'adaptation pourrait être atteint."

Des mesures d'autant plus urgentes que de nombreux pays ont déjà traversé d'importantes vagues de chaleur au cours des dernières années. En leur absence, le nombre de décès directement reliés aux extrêmes de température serait voué à augmenter de 50 % par rapport à son taux originel.

Les chercheurs soulignent cependant que ce nombre de décès "en excès" pourrait être limité de 10 à 90 % en fonction des mesures d'adaptation mises en place par les villes. L'étude propose ainsi plusieurs mesures telles que l'ajout d'espaces verts et de voies d'eau ou encore la réduction des surfaces bétonnées qui tendent à absorber la chaleur. L'adaptation seule ne sera cependant pas suffisante, les hausses de température apportant de nombreux risques pour la santé.

Un croche-patte aux climatosceptiques

"Cette étude discrédite les théories d'effets "bénéfiques" du changement climatique, qui sont souvent avancées en opposition à des mesures vitales, dont la mise en place devrait être effectuée le plus rapidement possible," explique le professeur Antonio Gasparrini, auteur de l'article et chef du laboratoire EHM de l'école d'hygiène et de médecine tropicale de Londres au journal Euronews.



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger

Tél. :
(020) 06.44.02
(070 25.19.19
Fax : (020) 06.38.26

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****

IMPRESSION
SIMPRAL
******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48

(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******

BUREAUX RÉGIONAUX

• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba

Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36

• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax : (026) 22.95.62

• Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64

• Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N° 10

N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr

• TipasaB.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2024

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

ADN : définition, signification, quel rôle ?

L'ADN signifie Acide DésoxyriboNucléique. Il est unique pour chaque individu.



Définition : qu'est-ce que l'ADN ?

L'ADN, qui signifie Acide DésoxyriboNucléique, est la molécule qui contient le code génétique d'un individu c'est-à-dire toutes les informations nécessaires à la fabrication et au développement d'un être vivant. Cette information génétique est présente dans chacune des cellules du corps humain. L'ADN permet la production des protéines. Le code génétique correspond à une succession de 4 nucléotides ACGT : l'adénosine, la cytidine, la guanosine et la thymidine. Pour chaque combinaison, il va y avoir une correspondance : chaque triplé correspond à un acide aminé, les acides aminés étant ce qui constitue les protéines.

"Mais résumer l'ADN uniquement à un code génétique de protéines est réducteur puisque l'on estime qu'il y a 1,5% de l'ADN qui code pour une protéine, ce qui signifie que tout le reste ne code pas pour une protéine. Autrement dit, on ne connaît pas encore le rôle de 98,5% de l'ADN de notre génome", nuance le Pr François Vialard, responsable du département de Génétique, CHI de Poissy-St Germain en Laye.

Quelle est la structure de l'ADN ?

L'ADN est un double brin qui forme une double hélice. Selon les espèces, sa structure organisationnelle varie. On peut classifier les êtres vivants en procaryotes (bactéries) et eucaryotes. L'ADN des procaryotes est circulaire, tandis que celui des eucaryotes est en fragments, c'est-à-dire qu'il se présente sous la forme de chromosomes. "Dans l'espèce humaine, il y a 23 paires de chromosomes. La double hélice en fonction du cycle de multiplication des cellules, peut se compacter très fortement pour permettre la division cellulaire et l'obtention de 2 cellules identiques ayant la même composition d'ADN, ou se relâcher très fortement et ainsi permettre la transcription et donc la production de protéines", précise le spécialiste.

Quand analyser l'ADN ?

En France, l'ADN est analysé uniquement sur prescription médicale, notamment pour confirmer ou infirmer le diagnostic d'une maladie génétique, rechercher des caractéristiques spécifiques à l'origine de cette maladie ou encore permettre de mieux cibler la prise en charge d'une pathologie. Les tests ADN de généalogie vendus sur Internet sont strictement interdits en France et passibles d'une amende de 3750 euros, selon l'article 226-28-1 du code pénal.

Comment faire un test ADN ?

En France, un test ADN ne peut être réalisé que sur prescription médicale. Il consiste à prélever un échantillon de cellules, en passant un écouvillon à l'intérieur de la joue, en recueillant de la salive, en faisant une prise de sang, une ponction de villosités choriales ou une ponction de liquide amniotique.

La technique employée pour réaliser un test ADN dépend de la maladie génétique qui est recherchée. "S'il s'agit d'une anomalie chromosomique, la technique privilégiée pour l'exploration du nombre et de la structure des chromosomes est le caryotype (photographie de l'ensemble des chromosomes d'une cellule), ou une analyse chromosomique sur puce à ADN (ACPA)", explique le Pr François VIALARD. Pour rechercher une variation d'une seule paire de base, le séquençage du gène va être privilégié. "Il existe différents niveaux de séquençage : un séquençage simple de Sanger lorsque l'on sait exactement ce que l'on recherche.

Si on n'a pas d'idée précise de l'endroit où se trouve la mutation, on va employer des techniques plus ou moins évoluées. Le séquençage de dernière génération permet d'avoir soit un gène séquencé en entier, soit plusieurs gènes, soit toute la séquence codante (exome), soit tout le génome", continue-t-il.

Comment faire un test ADN ? Pour retrouver ses origines ?

L'ADN contient et transmet l'information génétique et détermine les critères héréditaires. Chaque personne a un ADN unique. Il existe des tests permettant de comparer l'ADN d'une personne avec une autre. Comment ça se passe ? Combien ça coûte ?

Quelles sont les maladies de l'ADN ?

Il existe de nombreuses maladies génétiques. Elles sont toutes liées à une anomalie sur un gène ou sur un chromosome. Les maladies génétiques les plus fréquentes sont les anomalies chromosomiques comme la trisomie 21 qui se caractérise par la présence d'un chromosome 21 supplémentaire. "Cela implique une surexpression des protéines qui sont portées par le chromosome 21. Or, le fait d'avoir trop de protéines dans le cerveau va entraîner un retard d'acquisition puisque tout le mécanisme de contrôle va être modifié du fait de cette surexpression protéique, même si elle est modérée", commente le généticien. Au niveau de l'ADN en lui-même, il existe différentes pathologies.

"Il peut y avoir un ADN qui présente un trouble au niveau de la séquence (il manque un morceau par exemple) ou différents codons sur le code génétique qui entraînent un arrêt de la transcription c'est-à-dire un arrêt de la production de l'ARN messager et par conséquent l'arrêt de la production de la protéine. Cela survient dans des maladies telles que la mucoviscidose où il y a une mutation du gène CFTR qui va être soit absent soit moins fonctionnel", indique le spécialiste.

Trisomie 21 : causes, espérance de vie, père ou mère ?

La trisomie 21 autrefois appelée "syndrome de Down" est liée à une anomalie chromosomique. Quelle est sa cause ? Vient-elle du père ou de la mère ? Est-ce héréditaire ? Quelle espérance de vie ? Que signifient les résultats 1/1000 ? 1/50 ? Quelle prise en charge ? Tout savoir sur la trisomie 21.

Qui est le spécialiste de l'ADN ?

Au niveau biologique, le spécialiste des anomalies chromosomiques est le cytogénéticien, celui des anomalies de la séquence d'ADN le généticien moléculaire. Au niveau clinique, pour la caractérisation des maladies, il y a le généticien clinicien, de plus en plus aidé par des conseillers en génétique, non médecin.

Pourquoi est-on si fatigué en automne ?

CHAQUE AUTOMNE, c'est pareil, nous sommes à plat.

L'arrivée de l'automne est souvent marquée par une fatigue passagère, il s'agit de la fatigue du changement de saison. Cette fatigue saisonnière est d'abord causée par un phénomène physiologique, comme nous l'explique le Dr Sophie Bauer, Présidente du syndicat des médecins libéraux : "En automne, la luminosité diminue, ce qui entraîne une augmentation des hormones qui font dormir, comme la mélatonine, et une baisse de la synthèse des hormones du bonheur, comme la sérotonine. Ces modifications hormonales se traduisent par une fatigue, une envie de dormir plus longtemps, avec le sentiment d'être moins reposé au réveil."

Le manque de luminosité raccourcit les journées et en automne, le soleil est moins présent. Or, la lumière agit sur notre organisme et notre rythme circadien. Les fluctuations hormonales perturbent ce rythme, qui est notre horloge biologique interne. Grâce à elle, nous savons quand aller dormir et quand manger.

Lorsque notre cycle circadien est perturbé, notre rythme jour/nuit est en quelque sorte déréglé. "Le déséquilibre entre les hormones qui font dormir et les hormones qui font l'excitation est responsable de la fatigue du changement de saison.

Par ailleurs, plus il fait froid, plus les personnes ont tendance à se replier sur elles-mêmes. Notre vie sociale est souvent moins riche en hiver.

Le manque de relation sociale peut être perturbant, ce qui peut entraîner un état dépressif." Le stress a des effets délétères sur notre santé et vient généralement perturber notre sommeil. Or, le changement de saison peut déjà être responsable d'une altération de la qualité de sommeil. Par ailleurs, le rythme de la reprise du travail et de la vie quotidienne peut être stressant.

En cas de stress, associé à l'accumulation de toxines causée par un manque d'activité physique et une baisse de l'hygiène alimentaire, il est normal de se sentir fatigué en automne.

Certaines personnes sont plus à risque de carence, notamment de fer ou de vitamine D, lors de la période automnale et hivernale, comme celles âgées de plus de 50 ans. Or, le fer est indispensable pour transporter l'oxygène dans les cellules et les différents organes du corps, pour un fonctionnement optimal de l'organisme. En cas de carence en fer, la fatigue peut être exacerbée.

On a envie de manger des plats plus riches et un manque d'intérêt pour les plats diététiques de l'été. Les repas sont moins sains, avec parfois un excès de mauvaises graisses et de sucres. Associée à une altération de l'hygiène de vie, comme la diminution de la pratique d'un sport ou un manque de sommeil, l'organisme fonctionne au ralenti, car il est fatigué.

Une fatigue qui s'installe sur la durée doit amener à consulter. "Quand d'autres phénomènes sont associés, d'ordre nutritionnel par exemple, comme une boulimie ou une perte de poids importante, il faut consulter. Les personnes qui ont le blues ou qui se sentent déprimées ne doivent pas hésiter à prendre un rendez-vous médical. Les personnes qui n'arrivent plus à se dynamiser ou celles qui ne se sentent jamais reposé au réveil doivent également consulter un professionnel, car ce sont des signaux d'alarme, explique le Dr Sophie Bauer. Sinon, la fatigue passagère lors d'un changement de saison est un phénomène visible dans la population générale, lié à des changements physiologiques.

" En cas de fatigue chronique, il faut prendre un rendez-vous avec le médecin généraliste ou son médecin traitant. "Une fatigue anormale, plus importante que les autres années, peut être causée par une infection chronique, voire des allergies aux pollens".





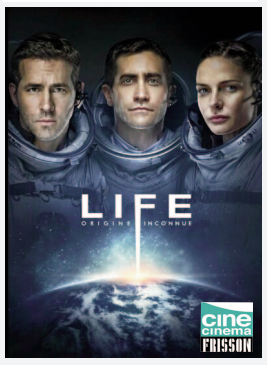








JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

21h05 Comédie (2011 - France) — TF1
Les Tuche

21h05 Série policière 2025 - France — France 2
L'art du crime

20h50 Magazine de société (2025 - France) — 6ter
Patron incognito

21h05 Série d'action Finlande - 2024 — CANAL+
Conflict

21h05 Film d'aventures 2023 — W9
Pirates des Caraïbes :
la malédiction du Black Pearl

20h50 Film de science-fiction — CINE + FRISSON
Etats-Unis - 2017
Life : origine inconnue

21h05 Série humoristique — 6ter
France
Kaamelott

21h00 Film fantastique - France 2023 — CINE + PREMIER
Le règne animal

21h10 Série policière - France — C8
Commissaire Magellan

21h00 Drame Japon - 2023 — CINE CINEMA
Le mal n'existe pas

20h50 Film d'aventures — CANAL+ family
Norvège - 2019
Donne-moi des ailes

21h15 Film d'action — TMC
Etats-Unis - 2005
Batman Begins

21h00 la chaine CANAL+ SERIES



Série humoristique (2024 - États-Unis)
Saison 6 - Épisode 4/5/6

What We Do in the Shadows

Laszlo et Colin aident leur voisin Sean à trouver un nouvel emploi dans leur compagnie ferroviaire. Revenu à la vie humaine, Guillermo doit réévaluer son rôle et ses aspirations. Les vampires constatent qu'ils n'ont guère progressé en un demi-siècle ; une prise de conscience amplifiée par le retour de Jerry.

22h23

Série policière (2019 - France)
Saison 3 Épisode 8/9

Le bureau des légendes

Le service du bureau des légendes vit des heures sombres. Marie-Jeanne met tout en oeuvre pour que ses agents restent efficaces. Le directeur général décide de mener à bien l'opération visant à libérer Paul tout en tentant d'exfiltrer Cochise. A Bakou, Marina reçoit sa première mission d'espionnage commandée par Philippe. A Paris, les responsables de la DGSE craignent qu'elle sombre dans un état de panique.

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	05:53	12:43	15:34	17:57	19:22
CONSTANTINE	05:58	12:47	15:40	18:02	19:27
ALGER	06:12	13:02	15:55	18:17	19:42
OUARGLA	06:00	12:53	15:53	18:15	19:36
CHLEF	06:19	13:08	16:01	18:24	19:49
MOSTAGANEM	06:23	13:13	16:07	18:29	19:54
ORAN	06:26	13:16	16:10	18:32	19:57

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 8106 — LUNDI 3 FÉVRIER 2025

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	14°	9°
Oran	16°	6°
Constantine	11°	2°
Ouargla	16°	5°

HADJ 2025

Dispositif anticipatif optimisé

A l'approche de la saison du hadj 2025, l'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO) a annoncé une série de mesures anticipatives destinées à améliorer les conditions de voyage et de séjour des pèlerins algériens. C'est ce qu'a indiqué, hier, Tahar Braik, directeur général de l'ONPO.



Pour des conditions de voyage optimales.

Tahar Braik a affirmé que l'amélioration des services et la simplification des procédures administratives figuraient parmi les priorités, et ce afin «de garantir une prise en charge optimale des pèlerins depuis leur inscription jusqu'à leur retour en Algérie, en mettant l'accent sur la fluidité des démarches et la qualité des prestations», a-t-il précisé sur les ondes de la Radio nationale.

Conscient des défis logistiques et des attentes des pèlerins, l'ONPO a entamé les préparatifs du hadj 2025 bien en amont. Entre la digitalisation des services, la réduction des délais administratifs, l'optimisation des transports et l'accréditation stricte des agences de voyages, les autorités mettent en place un dispositif renforcé pour garantir un pèlerinage fluide, sécurisé et conforme aux exigences de qualité.

Dans cette optique, une coordination renforcée a été établie avec les autorités saoudiennes afin de s'assurer que les conditions d'hébergement et les services sur les lieux saints répondent aux standards requis. Le responsable a précisé que l'expérience des années précédentes a permis d'identifier les points à améliorer, notamment en matière de transport et de logistique, afin d'offrir aux pèlerins un parcours sans encombre.

L'un des points forts de cette année est l'accélération du processus d'obtention des visas. Grâce à l'amélioration du système numérique national, conçu et géré par des experts algériens, le délai d'émission des visas a été considérablement réduit, passant d'une semaine à une demi-journée. Ce gain de temps significatif permettra aux pèlerins de finaliser leurs formalités bien plus rapidement et d'éviter les complications de dernière minute. M. Braik a indiqué que la première délivrance d'un visa pour le hadj de cette année est prévue pour le 18 février, avec une poursuite du processus jusqu'au mois d'avril.

Un des autres aspects essentiels du pèlerinage demeure l'organisation du transport. Cette année, 12 aéroports nationaux seront mobilisés pour assurer l'acheminement des pèlerins vers l'Arabie saoudite. Cette large couverture territoriale vise à faciliter le déplacement des fidèles et à éviter une surcharge des infrastructures aéroportuaires.

M. Braik a mis en avant la nécessité d'un respect rigoureux des horaires de vol par les pèlerins et les agences de voyages. «Il est primordial que chaque pèlerin et chaque agence s'engage à respecter le calendrier établi pour assurer le bon déroulement du transport», a-t-il souligné. Les voyageurs sont ainsi appelés à confirmer leur réservation avant le jour du départ afin d'éviter tout encombrement ou retard.

En parallèle, l'office a procédé à une sélection stricte des agences de voyages chargées d'accompagner les pèlerins. 50 agences agréées ont été retenues sur la base d'un cahier des charges rigoureux, garantissant le respect des délais et la qualité des prestations offertes. Ces agences auront pour mission d'assurer la prise en charge de la moitié des pèlerins et devront veiller au bon déroulement de leur séjour en Arabie saoudite.

Le directeur de l'ONPO a également fait savoir que le paiement des frais du hadj pour l'année 2025 a débuté hier, invitant les pèlerins sélectionnés lors du tirage au sort à se rendre dans les agences de la Banque d'Algérie de leur wilaya de résidence afin de régler ces frais.

Il convient de rappeler que, suite aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le montant total des frais du hadj a été maintenu à 840 000 DA, comprenant notamment le billet d'avion. L'opération de paiement se poursuivra jusqu'au 28 du mois en cours, laissant aux pèlerins un délai suffisant pour s'acquitter de cette obligation. En outre, afin de faciliter leur séjour et de couvrir leurs dépenses sur place, les autorités algériennes ont pris une mesure supplémentaire en accordant une allocation hadj d'un montant de 1 000 dollars. Cette initiative, décidée par le président Tebboune, vise à alléger la charge financière des pèlerins et à leur permettre de se concentrer pleinement sur leur démarche spirituelle.

Par ailleurs, il convient de noter que le travail des autorités algériennes dans l'organisation du pèlerinage a déjà été salué par l'Arabie saoudite.

«Malgré l'augmentation des prix des services hôteliers et logistiques, nous avons réussi à maintenir un haut niveau de prestations, ce qui a été reconnu par nos partenaires saoudiens», a rappelé le directeur de l'ONPO.

Il a précisé que l'année dernière, la mission algérienne s'est distinguée par son professionnalisme, ce qui lui a valu une récompense honorifique

Sihem Bounabi



RACCORDEMENT AU GAZ NATUREL À BÉJAÏA

Plus de 200 foyers alimentés à Taskariout

LE PROGRAMME de raccordement au gaz naturel se poursuit à Béjaïa avec une grande intensité, portant le taux de pénétration à près de 85%, et atteignant même 100% dans certaines localités. Le week-end dernier, 234 foyers du village Errif, dans la commune de Taskariout, ont été raccordés au gaz naturel. La mise en service du réseau a été effectuée par les autorités locales. Ce programme se poursuivra afin de couvrir d'autres parties du village ainsi que des hameaux de cette commune de l'est de la wilaya, sans oublier les localités voisines, telles que Bordj Mira, Aït Idris, Kéfrida, Arrechah et Aït M'Barek, a annoncé un responsable de Sonelgaz lors de la cérémonie organisée sur place.

L'arrivée du gaz naturel a suscité une grande joie parmi les habitants, d'autant plus qu'elle intervient en période de grands froids, où la demande en énergie triple. À cette occasion, les autorités locales ont honoré le moudjahid Abdellah Maâouche, fils du chahid Idris Maâouche.

Par ailleurs, 71 familles ont récemment été raccordées au réseau de gaz naturel à Oued-Ghir, où huit familles, vivant depuis des décennies dans des taudis situés à proximité de la voie ferrée, ont été relogées au pôle urbain Lalla Fatma N'Soumeur, à Ighzer-Ouzarif, dans le cadre du programme de résorption de l'habitat précaire. Il s'agit des habitants des localités de Taourirt Larbaâ et Tamda, une zone exposée aux inondations en période hivernale.

L'opération a été supervisée par le directeur de l'Office de gestion immobilière de la wilaya, la cheffe de daïra de Béjaïa et le maire de Oued-Ghir. Après le déménagement des familles, les bidonvilles ont été immédiatement rasés.

Par ailleurs, deux importants projets de raccordement au gaz naturel ont été initiés par l'APC afin de couvrir l'ensemble des foyers de la commune, un réseau de six kilomètres sera réalisé pour alimenter les localités d'Ighil, la ville et Akhnak, ainsi que les foyers individuels et collectifs encore non raccordés. Une opération de recensement a été lancée par les autorités locales afin d'identifier les habitants qui ne disposent pas encore de gaz de ville, y compris ceux qui n'ont pas introduit de demande de raccordement. L'objectif est d'assurer l'alimentation en gaz naturel de l'ensemble des foyers de la commune.

N. Bensalem

ORAN

Lancement des activités portes ouvertes des forces navales

LES ACTIVITÉS portes ouvertes des forces navales, organisées sous le slogan «Consolidation de l'union de la nation et son armée», ont été lancées hier à la base principale de Mers El Kebir Chahid Belhadj Boucif, relevant de la deuxième région militaire. L'événement s'inscrit dans le cadre de la commémoration du 57e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale et s'est déroulé en présence du wali d'Oran, Samir Chibani, ainsi que des autorités civiles et militaires locales, a indiqué un communiqué de la wilaya. L'ouverture de cette manifestation, supervisée par le commandant de la base navale de Mers El Kebir, intervient en application du plan de communication de l'Armée nationale populaire 2024-2025 et vise à rapprocher la Marine des citoyens en leur permettant de découvrir ses missions et son rôle vital dans la préservation de la souveraineté nationale en mer.

Organisée par le commandement des forces navales les 2 et 3 février, cette initiative met en avant les caractéristiques techniques et opérationnelles des bâtiments de guerre, leurs systèmes de travail et d'intervention, tout en informant sur les opportunités professionnelles offertes aux jeunes talents nationaux souhaitant rejoindre les forces navales.

En plus des visites des unités flottantes, ces journées comprennent également une exposition mettant en valeur les équipements et moyens navals modernes, ainsi que des présentations documentaires retraçant l'histoire et les réalisations des forces navales. Cette manifestation constitue aussi une occasion d'échanges directs entre le public et les responsables des forces navales, permettant ainsi de répondre aux interrogations des visiteurs.

Le wali d'Oran, Samir Chibani, accompagné des autorités civiles et militaires ainsi que des professionnels des médias, a pu découvrir les bâtiments militaires et leurs systèmes d'intervention, aussi bien pour la défense des frontières maritimes que dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée.

En clôture de sa visite, le wali a signé le livre d'or et été honoré par le commandement des forces navales, a conclu le communiqué.

D'Oran, Brahim Mazi